



Qui tient **la maison Bouden**
à la Kasbah ?

N° 131 - Avril 2022 - 5 DT • www.leaders.com.tn

Leaders



Volodymyr Khomanets
Ambassadeur d'Ukraine



Khemaies Jhinaoui
Ancien ministre des Affaires étrangères



Alexandre Zolotov
Ambassadeur de la Fédération
de Russie en Tunisie

**La guerre
en Ukraine
et nous**

Ahmed Néjib Chebbi : Des mémoires nourries de réflexions



DISPOSEZ RAPIDEMENT DE LIQUIDE SANS ATTENDRE LE DÉGEL





SOMMAIRE

Editorial

3 Face aux défis qui s'accumulent
Par Taoufik Habaieb

Opinion

16 L'utile et le futile
Par Riadh Zghal

En couverture

18 Qui tient la maison Bouden à la Kasbah ?
22 La guerre en Ukraine et nous

Opinion

44 Guerre en Ukraine, à quand la fin du déni des nouvelles réalités du monde ?
Par Mohamed Ibrahim Hsairi

Nation

48 Mélanges en l'honneur du doyen M. L. Fadhel Moussa
Par Sadok Belaid

Chronique

51 La démocratie tunisienne, des alternances sans alternative
Par Habib Touhami

Economie

54 Khélil Chaïbi
Président de la Chambre tuniso-française de commerce et d'industrie (Ctfc)
Soutenir nos entreprises pour saisir les nouvelles opportunités qui s'offrent

Tribune

58 Un concept hispano-andalou : la convivance
Par Abdelaziz Kacem

Société

64 L'Ifriqiya conquérante : la présence musulmane en Italie
Par Mohamed-El Aziz Ben Achour

70 Le phénomène associatif à l'époque romaine*
Par Ammar Mahjoubi

74 Rafik El Kamel : un livret en hommage à l'artiste-peintre

76 Ahmed Néjib Chebbi : des mémoires nourries de réflexions et de propositions d'avenir

80 Dr Habib Toumi : le médecin, le sportif et le dirigeant du Lions Club
Par Maher Sellami

84 Ali Debaya : une grande figure de la banque, des finances et de l'économie nous quitte

Billet

88 Réflexions éparées sur la crise ukrainienne
Par Hédi Béhi

Leaders

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Taoufik Habaieb

CONSEILLER
Hédi Behi

COLLABORATEURS

• Walid Bel Hadj Amor • Monia Ben Jémia
• Mohamed Larbi Bouguerra • Mounira Chapoutot Remadi • Rafik Darragi • Samy Ghorbal • Azzedine Guellouz • Mohamed Ali Halouani • Fatma Hentati • Ferhat Horchani • Haykel Ben Mahfoudh • Mohamed El Aziz Ben Achour • Rfaaa Ben Achour • Yadh Ben Achour • Sadok Belaid • Houcine Jaidi • Mohamed Jaoua • Elyès Jouini • Mohamed Ibrahim Hsairi • Abdelaziz Kacem • Hatem Kotrane • Salsabil Klibi • Ammar Mahjoubi • Radhi Meddeb • Habib Mallakh • Afef Hammami Marrakchi • Anis Marrakchi • Samir Marrakchi • Khadija Moalla • Mansour Moalla • Slaheddine Sellami • Ahmed Ounaies • Habib Touhami • Riadh Zghal • Dr Sofiene Zribi

CONCEPTION & REALISATION

Ahmed Cherni
(Directeur Artistique)

Raid Bouaziz
(Designer)

PHOTOS
Mohamed Hammi - DR

MARKETING & COMMUNICATION

Mohamed Taïeb Habaieb
(Système & Organisation)

APPUI

Habib Abbassi • Lamia Alayet
• Leïla Mnif • Khouloud Kefi • Hamdi Mzoughi • Chaouki Riahi

IMPRESSION
Simfact

PR Factory

Ennour Building, Cité des Sciences,
BP 200, 1082 Tunis Mahrajène, Tunisie
Tel.: 71 232 111 / Fax: 71 750 333
• abonnement@leaders.com.tn
• marketing@leaders.com.tn
• redaction@leaders.com.tn

www.leaders.com.tn

HONDA

The Power of Dreams

THE NEW **ACCORD** DRIVES YOU FORWARD

VTEC® TURBO ENGINE

1.5 L : 190 CH

CVT AUTOMATIC
TRANSMISSION

Dipsonible en vente hors taxes

*Photo du véhicule non contractuelle



Tunis

Route de Gammarth BP 127-2076 Marsa Erriadh
Tel: +216 36407900
e-Mail: contact@honda.tn

Sousse

GP1 Zone Industrielle - 4022 - Sousse
Tel: +216 28 377777
e-Mail: commercial@cartech.com.tn

www.honda.tn hondatunisie honda.tunisie Honda Tunisie

Face aux défis qui s'accumulent

Enjambrer un vaste débat public nécessaire et passer directement à un référendum le 25 juillet prochain n'enrichit pas la démocratie. La promesse d'une consultation sur la réforme du système politique annoncée par le président Kais Saïed a suscité de l'intérêt. Elle a laissé espérer la multiplication des formes d'expression et des forums d'idées dans la pluralité des opinions.

Réduite à une consultation par voie électronique, cette collecte d'avis n'a pas atteint les objectifs

escomptés. Un peu plus d'un demi-million de Tunisiens (534.915 répondants) y ont participé. On est loin, même s'il s'agit d'un autre registre, des 2.9 millions de votants aux dernières législatives en 2019. Quant au contenu des réponses exprimées, annoncé «riche et varié», il n'a pas été encore révélé. Ce qui fera l'objet du référendum demeure inconnu.

Le taux de participation doit nous interpellier, surtout dans la perspective des deux prochains scrutins : le référendum dans quatre mois, et les législatives dans 8 mois, le 17 décembre. L'euphorie de 2011 avait drainé pas moins de 4.3 millions de votants pour l'élection de l'Assemblée nationale constituante. Ils ne seront plus que 3.5 millions de votants aux législatives de 2014, puis 3 millions seulement pour celles de 2019. Lassitude compréhensible d'un corps électoral sans cesse sollicité, ou désenchantement progressif : 1 million de votants manquent aux urnes...

Un taux d'abstention de plus en plus croissant privera tout scrutin de sa représentativité. Le vrai danger pour la démocratie est là. Seule une participation élevée confèrera au vote sa pleine signification. Comment la garantir?

Une consultation, un référendum, des élections, c'est d'abord une dynamique politique porteuse. La consultation électronique a été pénalisée par la très faible mobilisation en sa faveur. Faute d'explicitation, de sensibilisation et de véritables délibérations publiques, elle a patiné. Livrés à leurs soucis quotidiens, les Tunisiens sont de plus en plus dépités face à la chose publique, et s'en détournent. Même s'ils continuent à accorder, à des taux élevés dans les sondages, leur soutien au chef de l'Etat et approuver ses décisions, ils ne s'investissent pas plus dans l'action politique.



• Par Taoufik Habaieb

Déterminé dans l'accomplissement de son projet pour la Tunisie, Saïed se prévaut de cette confiance populaire, pour faire ancrer, une à une, les balises de sa réforme du système politique. La démarche, progressive, est structurée : concentration de tous les pouvoirs entre ses mains, formation de son gouvernement, et installation d'un conseil supérieur provisoire de la magistrature. Puis, il s'est attaqué par décrets-lois à ses trois axes majeurs : la réconciliation pénale, les sociétés populaires et la lutte contre la spéculation illégale.

La boucle de la première séquence de son modèle est bouclée. D'une rare exigence, ces textes, voulus fondateurs et édictés sans recours, expriment clairement la vision de Kais Saïed.

La démarche est résolue, mais le débat est atone ! L'Uggt est allée jusqu'à suggérer un dialogue à deux niveaux, le premier inclusif qu'elle sera prête à porter et, le second, plus restreint autour du chef de l'Etat. Carthage n'a pas donné son feu vert.

Le champ politique est réduit, asséché, au risque de s'asphyxier. Et l'union nationale d'en pâtir. Alors qu'une nouvelle donne suscitée par la guerre en Ukraine s'ajoute à nos défis.

Cette odieuse guerre précipite la réarchitecture des relations internationales. Elle porte pour nous, comme pour d'autres pays similaires, un grand risque sécuritaire en termes d'approvisionnements alimentaires (céréales et oléagineux) et énergétiques (pétrole). Comme si la crise économique, le déficit budgétaire, la pandémie de Covid et l'enlisement de la situation en Libye ne suffisaient pas, la Tunisie se trouve confrontée à de nouvelles difficultés. La concentration de l'Occident (Etats-Unis, Union européenne...) sur la guerre en Ukraine nous privera sans doute du soutien sollicité.

Rassembler les Tunisiens, unifier leurs rangs, favoriser leurs expressions plurielles et les faire converger vers un consensus sur l'essentiel : le président Saïed doit s'y résoudre et s'y investir. Sans une forte mobilisation et une large participation, les prochains scrutins ne tiendront pas leurs promesses. Alors que nous devons réussir ces échéances pour rattraper le temps perdu, consolider nos institutions et endiguer la crise.

T.H.

VOTRE ASSURANCE AUTOMOBILE TOUJOURS À PORTÉE DE MAIN AVEC WININTI BY BH ASSURANCE

100% en ligne

Payez moins cher

Votre protection
en quelques clics

- LA SIMULATION DE **TARIF** DE VOTRE ASSURANCE **AUTOMOBILE**.
- LA DÉCLARATION DE **SINISTRE** **AUTOMOBILE** EN LIGNE.
- SOUSCRIPTION **100% EN LIGNE** DE VOTRE ASSURANCE **AUTOMOBILE**.
- LE **PAIEMENT SÉCURISÉ** DE VOS ÉCHÉANCES





... Et l'amandier aura son festival

Comment célébrer l'amandier, faire connaître ses variétés et valoriser les différentes utilisations de son fruit? L'association des propriétaires des anciennes demeures, implantée à Sfax, a eu l'heureuse initiative de lui dédier un festival. Prévu mi-mai prochain, sous la férule de Radhia Kamoun Megdiche, il se déroulera dans le jnen de Borj El Kallel, et comprendra des stands d'exposition et une série de présentations et d'animations qui s'annoncent attractives.

Troisième espèce fruitière cultivée en Tunisie, au même rang que les agrumes et les dattes, l'amandier remonte aux origines agricoles ancestrales. Occupant 217 000 ha et produisant près de 60 000 tonnes par an, il offre un large potentiel de développement. Ses utilisations sont multiples : dans la confiserie, les sirops d'orgeat, les produits cosmétiques et autres. La Tunisie se distingue par d'excellentes variétés bien adaptées à son écosystème. Il s'agit notamment des amandes Achak, Ksontini, Zahaf, Elleuch, Fakhfakh, Ben Smail, Kamoun, Khoukhi, Blanco et autres. Chacune porte en effet le nom de l'agriculteur qui a procédé à ses greffes afin d'obtenir une variété qui lui est spécifique. Un très grand potentiel de développement s'offre à la Tunisie dans ce secteur. Le festival contribuera à le mettre en valeur et présenter ainsi aux pouvoirs publics des recommandations utiles à cet effet. ■

Préserver la Zaouia Sidi Ali Lasmar

Dernier lieu sacré dédié à l'héritage spirituel de la communauté noire de Tunis et du stambali, la Zaouia Sidi Lasmar, située à Bab Jdid, dans la médina de Tunis, est menacée de disparition. Les lieux sont en effet mis en vente par leur propriétaire. L'Association pour la culture du stambali Sidi Ali Lasmar, fondée le 23 mai 2016 et présidée par Riadh Ezzawech, se mobilise afin d'alerter les institutions et l'opinion publique sur sa prochaine disparition si aucune action concrète n'est menée.

Le stambali est un art qui entremêle musiques, danses et chants traditionnels. Un rituel qui constitue un pont entre l'identité maghrébine et l'identité africaine héritée des descendants d'esclaves, retraçant l'histoire de cette minorité et s'inscrivant depuis de nombreuses générations dans le paysage culturel tunisien. Cette tradition spirituelle et artistique participe notamment à faire de la Tunisie une terre de tolérance et de mélange des cultures, de par la richesse et la singularité de son histoire. ■





IDN : 40^e anniversaire en 2023

Au cœur du dispositif de l'enseignement supérieur militaire tunisien, relevant du ministère de la Défense nationale, l'Institut de défense nationale (IDN) s'emploie à développer et promouvoir l'esprit de défense globale chez les hauts cadres de l'Etat, civils et militaires. Il est également chargé de disposer d'un laboratoire d'idées à même de valoriser la pensée stratégique et les recherches qui en découlent. A ce jour, 39 promotions annuelles se sont succédé, la toute dernière est celle qui sortira fin juin, cette année.

L'année prochaine marquera ainsi la sortie de la 40^e promotion, avec un programme de célébration à la hauteur du rôle joué par cette institution. A noter qu'une association des anciens auditeurs de l'IDN a été créée depuis quelques années. Tout récemment, Nabil Smida a été portée à sa présidence et un grand séminaire sur l'économie bleue a été organisé fin mars dernier. [L](#)

Nouri Chaabène redécouvre la Bourse

Lorsqu'il avait terminé, il y a 13 ans, les travaux de construction du nouveau siège de la Bourse de Tunis, au Lac 2, et remis les clés à ses propriétaires, l'entrepreneur de BTP Nouri Chaabène n'avait jamais pensé y revenir un jour... en tant que président de société cotée sur le marché. C'est ce qui finira par s'accomplir à la faveur de l'introduction en Bourse de la Société tunisienne d'automobiles (STA), distributeur officiel des voitures chinoises Chery, qu'il avait créée il y a quelques années. Visionnaire, Nouri Chaabène avait d'abord identifié le créneau et réalisé ensuite l'opportunité que lui offre la Bourse. Le marché financier a bien réagi, alignant une demande de 3.6 fois supérieure à l'offre des actions mises en vente à prix fixe (17D) et le placement global. Ravi de cette réussite, et maintenant qu'il a bien compris le mode d'emploi, il ne compte pas se contenter de ce premier pas, envisageant en effet d'introduire en Bourse d'autres sociétés de son groupe. Sa pensée va vers le pôle universitaire, avec notamment la Law & Business School, dirigée par Sadok Chaabène. Mais, sans précipitation, dans un délai raisonnable. [L](#)

Stockage et pénuries

Le décret-loi N° 14 du 20 mars 2022 relatif à la lutte contre la spéculation illégale a renforcé le sentiment de peur déclenché par les descentes dans des dépôts de stockage. Tétanisés par les lourdes peines de prison et de pénalités encourues, de nombreux commerçants de détail, de demi-gros et de gros se sont abstenus de s'approvisionner auprès de leurs fournisseurs. Les fabricants, déjà pénalisés par le ralentissement des flux d'exportation, notamment vers la Libye, tous produits confondus, voient ainsi leurs stocks s'accroître considérablement et leurs finances en souffrir. Ce stress sur la disponibilité des produits en quantités suffisantes chez les détaillants et les grandes surfaces n'est pas sans créer de la pénurie et impacter l'inflation. Un véritable casse-tête pour tous.



Tunisie Valeurs

LA MAISON DE L'ÉPARGNANT

Tunisie Valeurs élue "Meilleur Service Client 2022"
pour **la 3ème année consécutive***

Merci pour votre confiance



*Dans la catégorie Intermédiaire en Bourse

www.tunisievaleurs.com

“Plus proche pour mieux vous servir ”



Présidence de la République

Dhayghem Ben Hassine
Conseiller

Conseil supérieur provisoire de la magistrature

Nomination des membres des conseils supérieurs de la magistrature

• **Conseil provisoire de la magistrature judiciaire**

Moncef Kchaou
Premier président de la Cour de cassation, président

Membres :

Fethi Arroum
Procureur général près la Cour de cassation

Imed Derrouiche
Procureur général de l'Etat, directeur des services judiciaires

Ahmed Hafi
Président du Tribunal immobilier

Chadia Bel Hadj Ibrahim
Magistrat retraité

Najet Boulila
Magistrat retraité

Chadia Safi
Magistrat retraité

• **Conseil provisoire de la magistrature administrative**

Abdessalem Mehdi Grissiaa
Premier président du tribunal administratif, président

Membres :

Samira Guiza
Président de chambre de cassation le plus ancien dans son poste

Saloua Grira
Commissaire d'Etat général le plus ancien dans son poste

Neila Kallel épouse Hazami
Président de chambre d'appel le plus ancien dans son poste

Jalel Maddouri épouse Baddaoui
Magistrat retraité

Nabiha Chaibi Maktouf
Magistrat retraité

Mustapha Bahia
Magistrat retraité

• **Conseil provisoire de la magistrature financière**

Nejib Gtari
Premier président de la Cour des comptes, président

Noureddine Zaouali
Procureur général d'Etat auprès de la Cour des comptes

Saloua Ben Wali née Atia
Président de chambre d'appel près la Cour des comptes, le plus ancien dans son poste

Jilani Chabbah
Magistrat retraité

Hassine Jouini
Magistrat retraité

Hend Gongji
Magistrat retraité

Présidence du gouvernement



Sarra Rejeb
Secrétaire générale du gouvernement

Ministère de la Justice



Kameleddine Ben Hassen
Chef de cabinet

Ilyes Miladi
Chargé de mission

Borhene Azizi
Chargé de mission

Imen Maaouia
Chargée de mission

Ministère de l'Intérieur

Karim Ben Chaabane
Chargé de mission, directeur général des affaires administratives et financières

Ministère de l'Économie et de la Planification



Mohamed Fadhel Hassayoun
Chef de cabinet

Ministère des Affaires sociales

Mohamed Mansouri
Chef de cabinet

Ministère de la Santé

Mongi Diouri
Directeur général de l'Office national du thermalisme et de l'hydrothérapie

Sonia Khayat
Directeur général de l'Agence nationale de l'évaluation des risques

Sami Zaghdoudi
Chargé de mission

Hafedh Alyani
Chargé de mission

Faten Ben Ali
Chargée de mission

Ministère de l'Éducation

Sameh Ouederni
Directeur général du Centre national des technologies en éducation (Cnte)

Sondes Jebara
Chargée de mission

Ministère de la Jeunesse et des Sports

Chokri Ben Hassan
Chef de cabinet

Sadok Mourali
Chargé de mission

Maha Zaoui
Chargée de mission

Anouar Yahia
Chargé de mission

Ministère des Technologies de la communication

Hayder Harragui
Directeur général de l'Agence technique des télécommunications (ATT)

Ministère des Transports

Montasser Ben Hmida
P.D.G de l'Office de l'aviation civile et des aéroports (Oaca)

Ministère des Domaines de l'État et des Affaires foncières

Aroua Ben Ammar
Chargée de mission

Ministère de l'Environnement



Zouhour Methemmem Helali
Cheffe de cabinet

Ridha Dhifli
Attaché au cabinet

Ministère du Tourisme

Fathi Charfi
P.D.G de l'Agence foncière touristique (AFT)



المصحة العامة للقلب و الشرايين بالبحيرة
CLINIQUE CARDIOVASCULAIRE
ET GENERALE DU LAC



مصحة ضفاف البحيرة
POLYCLINIQUE
LES BERGES DU LAC

VOTRE SANTÉ EST
NOTRE PRIORITÉ

صحتك هي أولويتنا

- IRM
- Chirurgie Générale
- Chirurgie Thoracique
- Chirurgie Traumatologique et Orthopédique
- Chirurgie Cardio Vasculaire
- Chirurgie Urologique
- Chirurgie Ophtalmologique
- Chirurgie ORL et Maxillo-Faciale
- Neurochirurgie
- Chirurgie Esthétique
- Médecine interne et Endocrinologie
- Neurologie
- Gastro-Entérologie
- Cardiologie
- Pneumo-Allergologie
- Radiologie, Echographie
- Scanner 64 barrettes
- Endoscopie digestive et Bronchique
- Exploration fonctionnelle respiratoire
- Urgence 24/24

Rue du lac de constance les Berges du lac - Tunis
TEL. : (+216) 71 960 000
FAX : (+216) 71 960 309 / 70 014 279
E-MAIL : polyclinique.lac@gnet.tn
www.polyclinique-lac.com



PACK ELECTRON

إلي تستحقو الكل
بأقل FRAIS



CARTE
ELECTRON



COMPTE
CHÉQUE



SERVICE
ATBNET



ATB
البنك العربي لتونس



@ArabTunisianBank
www.atb.tn



N° Centre de la Relation Client : 70 026 267

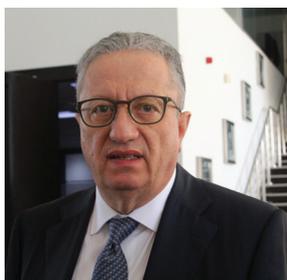
Ministère de la Famille, de la Femme, de l'Enfance et des Personnes âgées

Thouraya Belkahia
Directrice générale du Centre de recherche, d'études, de documentation et d'information sur la femme (Credif)

Ministère des Affaires culturelles

Jalel Jemai
Attaché au cabinet

Groupe Bukhatir



Afif Bejaoui
Président exécutif (CEO) de la filiale tunisienne du Groupe

Advans Tunisie



Meriem Zine
Directrice générale

Chambre tuniso-française de commerce et d'industrie (Ctfc)



Khélil Chaïbi
Président

Union des écrivains tunisiens (UET)

Adel Khedher
Président

Décorations



Bochra Belhaj Hmida
Avocate, militante féministe, députée, ancienne présidente de la Commission des libertés individuelles et de l'égalité (Colibe), nommée chevalier de la Légion d'Honneur (France).

Distinctions



Walid Ktila
champion paralympique, décroche trois médailles d'or dans la course de 100, 200 et 80 mètres sur chaise roulante lors du meeting international de para-athlétisme de Sharjah (Emirats arabes unis).



Nourhane Belhaj Salem
Championne paralympique, une médaille d'or au lancer du poids (F40) lors du meeting international de para-athlétisme de Sharjah (Emirats arabes unis)

Décès



Ali Debaya
Ancien président-directeur général de banques.



Dr Khaled Jmaiel
Médecin généraliste exerçant à La Marsa.

Pr Ali Berrahma
Médecin dentiste, ancien doyen de la faculté de Médecine de Monastir (FMM).



Me Taoufik Zaanouni
83 ans, avocat à la Cour de cassation.



Pr Sleheddine Ghissi
Ancien professeur de physique à la faculté des Sciences de Tunis (FST), directeur de l'École supérieure des sciences et des techniques de Tunis (Esstt) et président de l'Université de la Manouba (UMA).

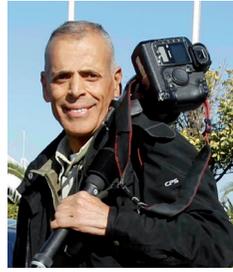


Nejib Belhédi
Réalisateur, musicien et directeur de production à la Télévision tunisienne.



Pr Noureddine Boudrigua
Spécialiste en technologies de l'information et cybersécurité, professeur à Sup'Com Tunis, lauréat de prestigieux prix internationaux.



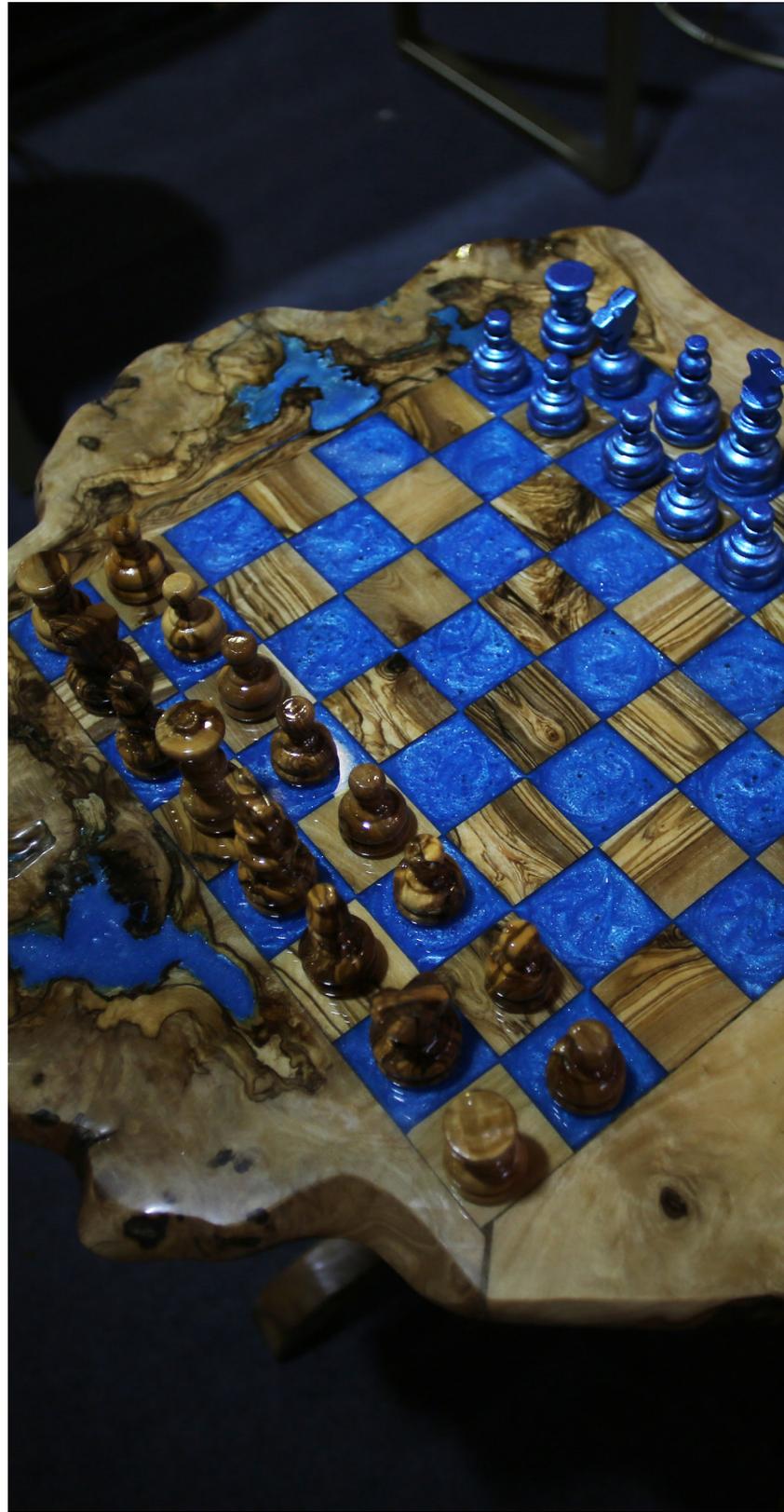


Mohamed Hammi

Journée de l'artisanat 2022







L'utile et le futile

Lorsqu'en 2010-2011, les gens sont sortis dans la rue scandant « emploi, liberté et dignité », personne n'a exigé une révision de la constitution ni de l'arsenal juridique dont certaines dispositions datent d'une époque longtemps révolue. Ce n'était pas l'utile et, pour le citoyen lambda en colère, c'était loin de ses soucis. Or c'est cela qui a mobilisé les acteurs politiques émergeant sur scène. La réponse attendue à la demande populaire devait être d'ordre économique, de gouvernance et de réformes libérant la parole et l'initiative entrepreneuriale.



• Par Riadh Zghal

Une telle réponse nécessite des compétences et de l'expérience en matière de gestion des affaires publiques, de stratégie, de communication favorable au développement d'une culture démocratique. Le volet juridique n'était qu'un outil qui aurait dû consister d'abord à faire un grand nettoyage des textes instituant des politiques aujourd'hui dépassées du fait de l'évolution du monde sur les plans géopolitique, technologique, économique et social. Cela aura demandé beaucoup d'intelligence pour la lecture du nouveau monde des jeunes révoltés, beaucoup de capitalisation sur les expériences accumulées par les responsables qui ont géré le pays avant la révolte et qui n'étaient pas a priori des dictateurs. Cela aura demandé un regard neuf grâce à la participation d'une nouvelle génération au jeu politique. Là résidait le cœur du problème, au lieu de s'y attaquer on s'est emmêlé les pinces à la périphérie des préoccupations sociales : des élections pour un conseil constitutionnel, trois années pour écrire la constitution, des changements de gouvernement à répétition non pour élaborer des politiques en réponse à la demande sociale mais pour régler des querelles politiques sans fin, puis dix ans

d'une mauvaise gouvernance qui a enfoncé le pays dans des crises sociales, politiques et économiques de plus en plus graves. Et voilà qu'arrive un Président qui, jugeant le pays en péril, décide de prendre en main tous les pouvoirs et s'engage dans la déconstruction du système mis en place par ceux qui ont gouverné après 2011. Son initiative de gel du parlement le 25 juillet 2021 et de révocation du gouvernement en place a été perçue comme une délivrance par l'opinion publique. Mais il a fallu une longue attente pour qu'il se décide à nommer un nouveau gouvernement. Alors, ignorant les partis politiques, il s'est rabattu sur l'administration pour recruter nombre de ses ministres (19 sur 26 membres du gouvernement viennent de l'administration dont certains dirigent des départements stratégiques tels les finances, l'économie, les technologies de l'information et l'industrie). Il préside lui-même les conseils du gouvernement sauf exception (depuis la formation du gouvernement jusqu'au 15 mars). Rien n'est fait pour sortir le pays d'une crise qui s'amplifie jusqu'à arriver à une pénurie des produits de première nécessité. Et voilà que l'on se détourne encore une fois de la question centrale qui préoccupe le Tunisien en voie d'appauvrissement accéléré, que le Président mobilise les moyens de l'administration publique pour organiser une « consultation



Si la liberté d'expression nous est enlevée, alors muets et silencieux, nous pouvons être conduits comme des moutons à l'abattoir.



populaire » boudée par le peuple si l'on en juge par la très faible participation du corps électoral. Ni communication avec les médias, ni dialogue avec les organisations nationales, ni avec les partis politiques, nous voilà aux prises avec une conception de la démocratie propre au Président qu'il tente de mettre en œuvre envers et contre tous, adienne que pourra. Dix ans après le soulèvement, on retourne à la case départ du juridisme qui n'a rien résolu mais au contraire creusé la morbidité économique, sociale et environnementale si l'on en juge par les ordures gisant au sol depuis déjà 6 mois dans la seconde ville du pays !

Le schéma engagé actuellement devant sortir le pays de ce que les juristes appellent pudiquement une «dictature constitutionnelle» se déroule (ra) donc selon la seule volonté du Président : consultation populaire, révision de la constitution, référendum, élections. On efface et on recommence selon le même paradigme qui privilégie une approche juridique qui, manifestement, chiffres à l'appui, a échoué lamentablement : plus de chômage, plus de mouvements sociaux et de revendications salariales, plus d'inflation, moins de croissance, moins de productivité et d'engagement des administrateurs au travail, plus d'endettement lorsqu'on veut bien prêter à l'État tunisien, plus de pauvreté, des systèmes sociaux à la dérive (éducation, santé, transports)...

Comment sauver notre pays ? Sûrement pas par le retour au pouvoir d'une seule personne même si des pans entiers de la société ne croient plus en les bienfaits de la démocratie. En effet, la démocratie politique incarnée dans des élections sans accompagnement d'un progrès social ne suscite que scepticisme et tentation de recours de nouveau à la révolte. En revanche, et malgré tous les déboires du processus démocratique, il y a des acquis dont les Tunisiens n'accepteront plus de se départir malgré les tentatives de retour au pouvoir autoritaire et l'arrestation épisodique

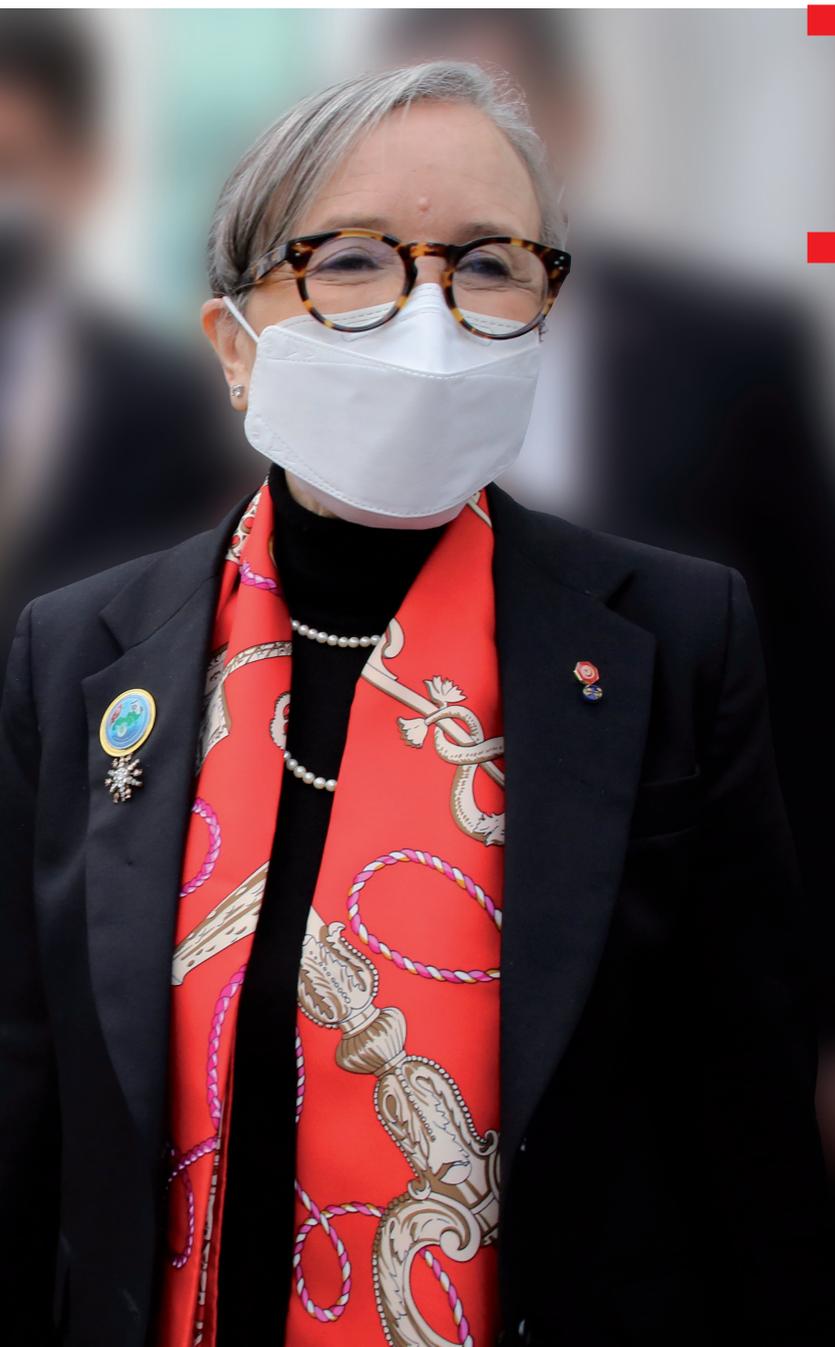
de personnes qui osent publier un post écorchant l'image « pure » du Président. Il y a lieu de croire que peu sont prêts à lâcher leur liberté d'expression car, comme le disait George Washington : «*Si la liberté d'expression nous est enlevée, alors muets et silencieux, nous pouvons être conduits comme des moutons à l'abattoir.*»

Il est temps aujourd'hui de se rendre à l'évidence : les problèmes sont complexes et ne peuvent être résolus par des idéologies sulfureuses et désuètes ni s'accommoder de solutions improvisées et simples. Le pays a autant besoin d'une vision stratégique que d'une démocratie délibérative. Personne n'a la solution ni n'est capable à lui seul d'en dessiner les contours. Il faut de la hauteur pour concevoir les politiques pertinentes, du savoir et du réalisme pour une lecture globale et judicieuse du contexte. Seuls l'intelligence collective, l'examen des problématiques sous leurs différents angles, grâce à la réunion des organisations nationales et autres structures de la société civile, des partis, des compétences de diverses disciplines assorties d'expérience, peuvent aider à y parvenir. Une fois la vision adoptée et bénéficiant de l'adhésion du plus grand nombre d'acteurs politiques et sociaux, il faudra des personnes engagées pour la diffuser aux différentes institutions et strates sociales, ce qui nécessite de la méthode. L'expérience des vieilles démocraties montre combien elles usent de méthodes réfléchies pour adresser des questions aussi complexes que la décentralisation ou celle des inégalités de genre.

La pandémie de Covid puis la guerre en Ukraine devront pousser à prendre conscience de la nécessité d'une approche proactive qui anticipe les difficultés à venir, comme viennent de le rappeler les dirigeants de la Banque Centrale. Il y a lieu de mobiliser toutes les énergies disponibles pour sauver le pays tant qu'il reste encore un peu de temps avant de le voir couler dans l'abîme de crises insolubles. 

R.Z.

Qui tient **la maison Bouden** à la Kasbah ?



Equipe restreinte, mais staff rapproché pour la cheffe du gouvernement Najla Bouden. Depuis son accession à la Kasbah, il y a cinq mois, en octobre dernier, elle n'a procédé qu'à un nombre très restreint de nominations au sein de son cabinet qui reste à ce jour sans chef en titre. Ce n'est que début mars dernier que Serra Rejeb, appelée à ses côtés en novembre en qualité de conseillère, a été nommée secrétaire générale du gouvernement. Le poste était resté vacant depuis le limogeage de Walid Edhabi, au lendemain du 25 juillet 2021.

Comment fonctionne la Kasbah ? Inutile de chercher à joindre le service de presse, les conseillers ou d'autres membres du cabinet. La consigne donnée est au silence vis-à-vis des médias. L'étanchéité est quasi totale. Il faut donc se rabattre sur les nominations publiées au Journal officiel et procéder à des recoupements.



Serra Rejeb est pivot central de l'équipe. Ingénieure diplômée de l'Enit (1982), puis de l'École des ponts et chaussées de Paris, elle aligne un long parcours dans le secteur des transports, tant au sein du ministère qu'à la tête de nombre d'entreprises publiques, notamment Tunisair et la Snct. Elle sera promue secrétaire d'Etat auprès du ministre des Transports, et s'y rendra fort utile, mais le dernier titulaire du ministère s'emploiera à la court-circuiter, la reléguant au placard, sans la moindre raison. Femme de poigne, de caractère, compétente et discrète, elle n'a pas baissé les bras. Elle s'investit désormais de toute son énergie auprès de la cheffe du gouvernement.

Akissa Bahri, ingénieure agronome, grande spécialiste de l'eau (BAD, etc.) et ancienne ministre de l'Agriculture,



a été elle aussi cooptée en tant que conseillère. Tout comme Samia Charfi Kaddour, professeure de physique à la faculté des Sciences de Tunis, et Hatem Gafsi, universitaire, spécialiste de la jeunesse et de la société civile. L'ambassadeur Riadh ESSID, qui avait été en poste à Pretoria, Jakarta et Yaoundé, conseiller diplomatique à la présidence de la République, ambassadeur à Ottawa, et directeur général Amérique-Asie, a été nommé conseiller diplomatique en décembre 2021.

Au total, ils ne sont que cinq conseillers, ce qui est extrêmement peu pour abattre tant de travail. Une secrétaire d'Etat chargée de la Coopération internationale auprès du ministre des Affaires étrangères et des Tunisiens à l'étranger, Aida Hamdi, mais relocalisée auprès de la cheffe du gouvernement, a préféré renoncer à ses fonctions, quatre mois après sa nomination. De son côté, le chef du protocole, Mohamed Ghorbel, qui avait officié dès 2015 auprès de Habib ESSID, puis Youssef Chahed, et rappelé en décembre dernier, a lui aussi présenté sa démission au bout de trois mois. Il est remplacé par un diplomate dépêché par le ministère des Affaires étrangères.

Comment opère Najla Bouden

De tous les anciens locataires de la Kasbah, c'est Najla Bouden qui adopte un style plus discret, avec de très rares apparitions publiques, sans avoir accordé la moindre interview. La première fois qu'elle a présidé elle-même une réunion du Conseil des ministres, c'était en mars dernier. Toutes les autres réunions se tiennent à Carthage sous la présidence du chef de l'Etat. Mme Bouden tient cependant des conseils ministériels restreints et préside à longueur de journée une série de séances de travail.

A la veille d'un Conseil des ministres à Carthage, et pour bien préparer ses délibérations, il lui arrive de réunir les membres du gouvernement à la Kasbah et d'approfondir avec eux l'examen des points inscrits à l'ordre du jour.

De grands commis de l'Etat et une large galaxie

Sous des gouvernements précédents, le chef du gouvernement avait à ses côtés plus d'une vingtaine

de conseillers au sein de son cabinet, dont certains avec rang de ministre, et souvent de ministre en titre, l'un chargé de la fonction publique, de la réforme administrative et de la gouvernance, et l'autre des relations avec l'ARP, les institutions constitutionnelles et la société civile...



Najla Bouden s'appuie également sur de grands commis de l'Etat qui occupent de hautes charges au sein des services de la présidence du gouvernement. Au premier rang, on trouve Nabil Ajroud, conseiller juridique et de la législation, en poste depuis mars 2020, après avoir été conseiller juridique à la présidence de la République, puis ministre-directeur du cabinet du Président de la République. De par ses fonctions, il assiste aux délibérations du Conseil des ministres.

Les affaires administratives et financières ainsi que les services communs continuent d'être dirigés par Ilham Chaari Essetti, alors que la direction générale des affaires économiques est coiffée par Najoua Kheraief, en poste depuis de longues années.



Le bureau d'ordre central, pièce maîtresse, est dirigé par Karim Gharbi qui y aligne avec compétence et rigueur près de dix ans d'expérience. Son vis-à-vis au cabinet est Afifa Khanfouss, CSP, qui veille au grain.

L'ensemble des effectifs, tous grades confondus, s'élève à 2 197 agents, selon la loi des cadres. Quant au budget, il est de 237.608 millions de dinars pour l'année 2022.

Il faut rappeler cependant que l'organigramme des services du chef du gouvernement comprend toute une galaxie d'instances générales, de corps et de comités (fonction publique, contrôle général des services publics, commande publique, dépense publique, contrôleurs d'Etat...). S'y ajoutent 12 établissements sous tutelle. Il s'agit d'institutions religieuses (le cabinet du mufti et le Conseil islamique supérieur), d'établissements publics à caractère administratif (les Archives nationales, l'ENA, le Capjc, et le CDN), d'entreprises



et établissements publics à caractère non administratif (Imprimerie officielle, Ifeda, agence TAP, Radio, Télévision et Snipe La Presse) et de Beit Al Hikma.

La présidence du gouvernement jouit de longue date d'une grande tradition de solide organisation et de bonne synchronisation. C'est cette synergie qui se déploie sans relâche, assurant la continuité de l'Etat et la pérennité du service public. Il appartient au chef du gouvernement d'appuyer cette dynamique, de lui insuffler sa propre inspiration et de renforcer les équipes et les équipements. Vu les multiples rebondissements qui accaparent son attention, Mme Bouden, qui a reçu les hauts cadres relevant de son autorité, doit trouver le temps nécessaire pour les écouter davantage et répondre à leurs attentes. Tout en renforçant son cabinet et en s'ouvrant aux médias. **U**



Chronologie

1er mars 2022

- Le président de la République, Kaïs Saïed, reçoit le ministre saoudien de l'Intérieur, le prince Abdelaziz Ben Saoud Ben Nayef Ben Abdelaziz Al Saoud.
- Arrivée du premier groupe de Tunisiens évacués d'Ukraine.

2 mars 2022

- Le président Kaïs Saïed reçoit les ministres arabes de l'Intérieur à l'occasion de leur participation à la 39e session du Conseil des ministres arabes de l'Intérieur.

3 mars 2022

- Démarrage des souscriptions à la première tranche de l'Emprunt national obligataire 2022, dont le montant est fixé à 350 millions de dinars.

7 mars 2022

- Décret présidentiel n°2022-217 du 7 mars 2022, portant nomination des membres des Conseils provisoires de la magistrature.
- Les membres du Conseil supérieur provisoire de la magistrature prêtent serment devant le président de la République, Kaïs Saïed.
- Sarra Rejeb est nommée secrétaire générale du Gouvernement.

10 mars 2022

- Najla Bouden préside pour la première fois le Conseil des ministres.

17 mars 2022

- Limogeage du gouverneur de Jendouba, Ali Marmouri.

18 mars 2022

- Fitch Rating dégrade la note souveraine de la Tunisie à CCC.

20 mars 2022

- Le chef de l'Etat préside le Conseil des ministres.

21 mars 2022

- Publication du décret-loi n° 2022-13 du 20 mars 2022, relatif à la réconciliation pénale.
- Publication du décret-loi n° 2022-14 du 20 mars 2022 relatif à la lutte contre la spéculation illégale.
- Publication du décret-loi n° 2022-15 du 20 mars 2022 relatif aux entreprises citoyennes

23 mars 2022

- Visite à Tunis de la sous-secrétaire d'Etat américaine à la sécurité civile, la démocratie et aux droits de l'Homme, Uzra Zeya.

Aujourd'hui, donnez vie à vos projets en optant pour l'épargne FOR-ME.

En exclusivité avec QNB, une épargne à court terme sans frais et sans risque à un taux de rémunération évolutif pouvant atteindre 6.25% selon les fonds épargnés à travers des virements permanents programmés à la souscription.



En couverture

La guerre en Ukraine et nous



A l'horreur s'ajoute l'ignoble ! Un Etat souverain, membre des Nations unies, doté d'un régime démocratique, l'Ukraine, se voit envahir subitement par son voisin, la Russie. Une guerre féroce est déclenchée, obligeant plus de 11 millions d'habitants, soit le quart de la population, à fuir leurs logements. Plus de 7 millions d'Ukrainiens sont contraints au déplacement à l'intérieur du pays, alors que pas moins de 3 millions et demi s'empressent de se réfugier à l'extérieur. Sous les bombardements massifs, des civils sont tués, des villes sont rasées. Ni la forte condamnation internationale, ni les sanctions prononcées, n'ont jusque-là dissuadé Moscou de renoncer à cette agression, de mettre fin à ce drame humanitaire, et de se retirer de l'Ukraine.

Cette guerre sans merci qui commence changera fondamentalement l'équilibre des forces dans la région et au-delà. Elle affectera profondément les relations internationales, provoquera un immense drame humanitaire et pèsera de tout son poids sur l'économie mondiale. L'Ukraine n'est plus en mesure d'exporter des produits céréaliers. Quant à la Russie, elle met en jeu sa forte capacité d'approvisionner l'Europe et d'autres pays en pétrole et en gaz. La sécurité énergétique de nombreux pays s'en trouve menacée. En outre, la flambée des prix s'ajoutera à la perturbation des flux d'exportation.

Un impact direct sur la Tunisie

A plus d'un titre, la Tunisie est concernée par cette guerre. Acquis au respect de la souveraineté des Etats et attachée à la paix et à la sécurité, elle ne peut qu'être préoccupée par cette escalade dramatique, aux lourds dégâts et multiples risques. Elle doit joindre ses efforts à ceux des autres pays qui œuvrent pour y mettre fin.

L'attention de l'Occident et plus particulièrement de l'Union européenne à la Tunisie risque de se détourner de nous, et leur soutien au développement et à la relance économique, de s'atténuer. C'est là un élément très important à prendre en considération et à éviter.

Sur le plan économique, les conséquences de la guerre sont lourdes et variées. Il s'agit en effet des risques de perturbation, sinon de l'arrêt, de l'approvisionnement du marché tunisien en céréales, oléagineux (à partir des deux pays) et en pétrole (provenant de la Russie), de la hausse vertigineuse des cours mondiaux, notamment celui du baril de pétrole, des difficultés des opérations financières avec les deux pays belligérants, de la suspension des flux touristiques russes (600.000 touristes / an) et d'autres aspects significatifs. La cellule de veille créée à la Présidence du gouvernement ainsi que celle mise en place au sein de la Banque centrale tracent de très près l'évolution de la situation et ses différentes répercussions.

La question des ressortissants tunisiens est également posée, surtout en ce qui concerne l'Ukraine où on comptait près de 2 000 étudiants. La majorité a préféré fuir la guerre. Une vaste opération d'évacuation vers la Tunisie a été organisée grâce à une assistance consulaire aux frontières polonaise et roumaine et au pont aérien opéré par l'armée de l'air tunisienne. Leurs études sont suspendues et ils ne savent ni comment, ni quand, ni où ils pourront les reprendre.

Dans ce dossier, *Leaders* a interviewé l'ambassadeur d'Ukraine à Tunis, Volodymyr Khomanets, ainsi que l'ambassadeur de Russie à Tunis, Alexandre Zolotov. Ils n'ont éludé aucune question.

Nous publions également le témoignage d'une femme ukrainienne, Tetiana Peresada, mariée à un Tunisien, et vivant en Tunisie qui nous rapporte comment elle vit ce drame.

En outre, pour mieux comprendre les enjeux de la guerre en Ukraine et son impact sur la région Moyen-Orient Afrique du Nord, l'analyse de l'ancien ministre des Affaires étrangères, Khemaies Jhinaoui (qui avait été ambassadeur notamment à Moscou et à Kiev) nous livre des éléments instructifs. [L](#)

Épargne 7ayya

Plus de revenus
Moins d'impôts



www.star.com.tn/7ayya

Volodymyr Khomanets

Ambassadeur d'Ukraine

**Nous sommes un peuple
acquis à la paix**



«Les tout premiers instants étaient extrêmement difficiles. Impossible de croire que le pays voisin a déclenché une agression armée à grande échelle. D'emblée, j'ai réalisé que c'est une guerre ouverte qui commence, qui va tout changer et que nous devons tous immédiatement agir ». L'ambassadeur d'Ukraine à Tunis, Volodymyr Khomanets, s'est rapidement mis à l'œuvre, comme il le confie à Leaders. «Il faut user de tous les canaux, la diplomatie y joue un rôle essentiel », ajoutera-t-il. Sa famille était partagée entre Kiev et Tunis. « La moitié de mes enfants sont en Ukraine, sous les bombes, comme mon peuple, nous dit-il. Mon cœur est avec eux tous. Ici, j'ai un devoir d'ambassadeur à accomplir. Il est très difficile d'exprimer ce que je ressens à titre personnel, et à titre officiel, à la fois. Mais, j'agis en tant qu'ambassadeur. Sans discontinuité, le système continue à fonctionner en Ukraine. L'ambassade maintient un contact permanent avec le ministère des Affaires étrangères, recevant ses instructions et remplissant sa mission.»

Q

uadra, diplomate de carrière, Volodymyr Khomanets est à son premier poste en tant qu'ambassadeur. Il avait servi successivement à Beyrouth, Londres et Washington DC. Depuis Tunis où il avait présenté ses lettres de créance au président de la République, il y a un peu plus d'un an, le 20 janvier 2021, il couvre en outre quatre autres pays, à savoir la Libye, le Tchad, le Burkina Faso et le Ghana.

Seule une centaine de Tunisiens ont préféré rester en Ukraine

Dès les premiers jours, l'ambassadeur d'Ukraine à Tunis est entré en contact avec les autorités tunisiennes. «Pour leur exposer la situation dans mon pays, les tenir informées de son évolution et gérer des questions d'urgence, explique-t-il. La toute première pour la Tunisie est de faciliter l'évacuation des ressortissants tunisiens résidant en Ukraine et qui souhaitent quitter le pays. Ils sont au nombre de 1 500, selon les estimations, voire un peu plus et il s'agit essentiellement d'étudiants, répartis dans les différentes villes

universitaires. Il y a aussi - mais un nombre beaucoup plus réduit - des hommes d'affaires et des salariés. La collaboration étroite a été fructueuse. Seule une centaine de Tunisiens ont préféré rester sur place. » Des visas temporaires pour des parents ukrainiens qui rejoignent leurs familles en Tunisie

«La deuxième question consulaire à régler est celle des facilités d'entrée en Tunisie à accorder à des Ukrainiens qui comptent des familles en Tunisie et souhaitent les rejoindre, ajoute l'ambassadeur. Leurs cas ne sont pas nombreux. Il s'agit de solliciter en leur faveur un visa d'entrée temporaire. Plusieurs pays de la région y ont consenti, comme la Jordanie et autres.»

Une attention très particulière à la communauté ukrainienne

«Il fallait également être très attentif à la communauté ukrainienne en Tunisie, souligne l'ambassadeur Volodymyr Khomanets. Elle compte près de 2 000 de nos ressortissants, essentiellement des femmes mariées à des Tunisiens. L'accroissement depuis de longues années du nombre de Tunisiens qui ont poursuivi leurs études supérieures en Ukraine a en effet suscité beaucoup de mariages mixtes. A cela s'ajoutent quelques ingénieurs et techniciens qui servent sur des grands projets réalisés en Tunisie. L'ambassade a renforcé le contact avec eux tous, établissant un lien permanent, mettant en place en hot-line une ligne téléphonique ouverte délivrant des informations, répondant aux questions. Tous demandent comment ils peuvent venir en aide, acheminer des aides humanitaires et autres. Nous avons également maintenu et renforcé les services consulaires pour délivrer tous documents demandés et apporter assistance à des compatriotes se présentant à des postes frontaliers.

La position de la Tunisie hautement appréciée

«Dans l'accomplissement de toutes ces actions, la qualité des relations bilatérales entre la Tunisie et l'Ukraine a beaucoup joué», se réjouit l'ambassadeur Volodymyr Khomanets. «Plus encore, nous avons tous hautement apprécié le vote par la Tunisie, parmi 141 autres pays, de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies en faveur de l'Ukraine», se félicite-t-il. «Ce qui est réconfortant, c'est que je n'ai pas été laissé seul. De nombreux témoignages



d'affection m'ont été exprimés. Mes collègues ambassadeurs de pays amis ont été nombreux à me soutenir», ajoute-t-il.

Troisième partenaire commercial dans la région

Abordant la coopération économique entre les deux pays, l'ambassadeur souligne : «a Tunisie figure depuis des années parmi nos cinq premiers partenaires commerciaux à l'export dans la région Afrique du Nord-Moyen-Orient. En 2020, elle s'est hissée au troisième rang, après l'Égypte et le Maroc, avec un montant plus de 400 millions de dollars, en croissance annuelle de plus de 10%. Il s'agit essentiellement de céréales. L'Ukraine est le plus grand fournisseur de céréales de la Tunisie (plus de 40% du besoin tunisien en céréales et oléagineux), et se trouve parmi les leaders dans l'approvisionnement de la Tunisie avec produits métallurgiques. C'est vous dire combien nous sommes attentifs à pouvoir continuer à assurer cet approvisionnement crucial pour la sécurité alimentaire de la Tunisie.»

«L'Ukraine n'est pas un pays intéressé par la guerre. Nous sommes un peuple acquis à la paix et à la sécurité», conclut l'ambassadeur d'Ukraine, Volodymyr Khomanets. 

L'Ukraine en bref

Un État d'Europe orientale, le deuxième d'Europe par sa superficie et le premier entièrement européen

- Capitale : Kiev
- Superficie : 603 700 km
- Population (2019) : 44.4 millions d'habitants
- Président : Volodymyr Zelensky
- Premier ministre : Denys Chmyhal
- PIB : 3724, 938 US Dollars courant par habitant en 2020, avec estimation de rebond de 5.6% en 2021
- Sept pays limitrophes : à l'ouest la Pologne, la Slovaquie et la Hongrie, au sud-ouest la Roumanie et la Moldavie, à l'est et au nord-est la Russie, au nord la Biélorussie.
- Langue : l'ukrainien est la langue officielle mais treize autres langues minoritaires sont reconnues

Une école ukrainienne à Tunis

Chaque samedi, la rue Saint-Fulgence, à Notre-Dame, connaît une animation particulière. L'ambassade d'Ukraine à Tunis réserve sa grande salle de réunion au rez-de-chaussée aux enfants ukrainiens et la transforme en salle de classe. Par petits groupes, selon leurs tranches d'âge, ils viennent en effet suivre des cours de langue, d'histoire et de culture. Deux enseignantes assurent

cet apprentissage, au grand bonheur des enfants et de leurs parents.

Parlant déjà l'arabe (surtout tunisien) et le français, qu'ils apprennent dans leurs propres écoles, ces enfants sont ravis de se retrouver ensemble à l'ambassade. Les cours sont bien conçus, et la pédagogie attractive, ce qui leur permet de cultiver un lien fort avec l'Ukraine. 





SIMPAR
ISO 9001

Résidence
Onyx

Chotrana 1

RESIDENCE
ONYX
Bloc A

www.simpar.tn

Tel: 29 921 003 - 71 840 244 - 29 921 011



The very new *PICK UP*

MUSSO

 [SsangYongTunisie.Officielle](#)

TUNIS

Rte de Sousse, GP1 km7- 2033 Megrine
Tél: (+216) 70 130 070 - 70 130 060
Fax: (+216) 71 425 253

SOUSSE

Rte de ceinture, 4022 Z.I. Akouda - Sousse
Tél: (+216) 70 130 040 - 70 130 050
Fax: (+216) 73 343 233

AUTOMOBILES ZOUARI
CONCESSIONNAIRE / SAV VEHICULES DE TOURISME

SFAX

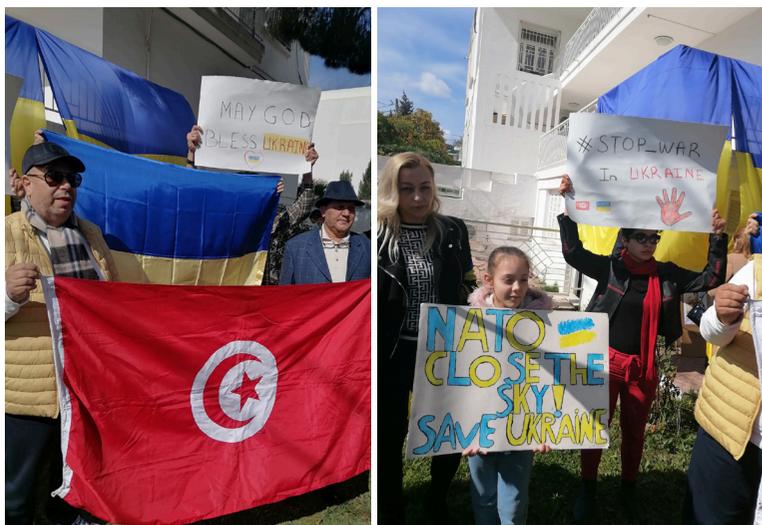
Rte de Gabès, bvd de l'environnement, km 2,5 - Sfax
Tél: (+216) 70 130 020
Fax: (+216) 74 281 020

GABÈS

Rte de Tunis km 1 BP 6001 - 31 Hached Gabès
Tél: (+216) 70 130 090
Fax: (+216) 75 274 151

La Tunisie et l'Ukraine

- Plus de 1 500 Tunisiens résidaient en Ukraine, essentiellement des étudiants, fréquentant différentes universités du pays. Une centaine a préféré rester en Ukraine
- La communauté ukrainienne résidant en Tunisie est forte de près de 2 000 ressortissants, essentiellement des femmes mariées à des Tunisiens, anciens étudiants en Ukraine
- Les échanges commerciaux entre la Tunisie et l'Ukraine ont enregistré un montant de 427 millions de dollars en 2020. La Tunisie est le troisième partenaire de l'Ukraine dans la région, après l'Égypte et le Maroc.
- La Tunisie importe d'Ukraine essentiellement du blé et des oléagineux (42 de ses achats, premier exportateur) et des produits métallurgiques (11%, quatrième place parmi les exportateurs).



510 ressortissants tunisiens rapatriés d'Ukraine

Quatre vols ont été affrétés pour rapatrier 510 ressortissants tunisiens résidant en Ukraine, a indiqué à Leaders Mohamed Trabelsi, porte-parole du ministère des Affaires étrangères. Il s'agit de deux vols opérés par l'armée de l'air et deux autres par Tunisair, a-t-il ajouté. Dès le 24 février 2022, des contacts étroits ont été établis avec des représentants de la communauté tunisienne en Ukraine afin d'envisager différentes mesures appropriées, poursuit-il. C'est ce qui a facilité le déclenchement immédiat du rapatriement décidé par le chef de l'Etat. Les ambassades de Tunisie dans les pays voisins, notamment la Pologne et la Roumanie, ont été mobilisées à cet effet et des équipes consulaires ont été dépêchées aux postes frontaliers pour porter assistance aux rapatriés à leur arrivée. Ce qui est remarquable, c'est l'élan de solidarité manifesté par les Tunisiens résidant dans ces deux pays, ainsi qu'en Slovaquie et en Hongrie qui ont prêté main-forte à l'accueil des Tunisiens arrivant d'Ukraine, se proposant d'assurer leur hébergement soit chez eux, soit dans des hôtels à leurs propres frais.



Tetiana Peresada

Ukrainienne vivant en Tunisie

Je vis encore à l'heure du 24 février, sans jamais désespérer de la victoire

Jeudi 24 février 2022, à 9h45 du matin, Tetiana Peresada était en plein cours d'anglais qu'elle donnait dans un lycée privé de Tunis. Cette Ukrainienne, mariée à un Tunisien et mère de deux enfants, était loin de penser à ce qui allait arriver. Ses proches la savaient en classe et n'osaient guère la déranger. Soudain, son téléphone mobile s'est mis à vibrer frénétiquement. L'insistance de l'appel l'a incitée à consulter son appareil. Sur l'écran s'affichait le nom d'un ami tunisien établi en France. Très inquiet, il lui demande, lorsqu'elle décroche, si tout va bien pour elle, s'enquiert des nouvelles de son père, vivant à Tetiyiv, à 100 km de Kiev, lui apprenant ainsi le déclenchement de l'invasion par la Russie. Il lui demandait comment il pouvait lui venir en aide, organiser l'évacuation en France de son père et d'autres parents... Abasourdie, Tetiana en avait été fort secouée. Le choc était total. *«Je sentais que quelque chose de grave, et de très grave, commençait à se passer, confie-t-elle à Leaders. Et c'était parti. Je vis encore à l'heure du 24 février. Dans ma tête, j'ai arrêté mon horloge. Sans désespérer de la victoire.»*

Fille unique, Tetiana Peresada avait fait ses études en langues et littérature à Kiev, se spécialisant particulièrement dans la langue anglaise. C'est sur le campus universitaire qu'elle rencontrera celui qu'elle finira par épouser, alors étudiant en éducation physique à l'Institut de Kiev, classé parmi les Top 5 au monde. Ils se marieront en 2006 et rentreront à Tunis en 2009. Le couple aura deux enfants : un garçon et une fille. Lui sera coach et dirigeant dans une fédération sportive, et elle, professeur d'anglais, une vie agréable et paisible.

Parfois je me demande si ma place n'est pas en Ukraine

«Jusqu'à la dernière minute, je ne pouvais imaginer que la Russie allait envahir l'Ukraine, souffre encore

Tetiana. Je m'amusais avant à taquiner mon père en lui demandant ce qu'il ferait en cas d'attaque. Il restait de marbre, incrédule, affirmant toujours qu'il ne bougera jamais de chez lui. Maintenant que c'est fait, il y tient encore plus. Parfois, je me demande aujourd'hui ce que je fais ici en Tunisie, ma place n'est-elle pas au sein de notre peuple, dans notre pays, pour me battre...»

«Mes enfants sont très affectés par ce qui se passe, poursuit Tetiana. Ils ont rapidement compris que c'est une guerre, sans réaliser pleinement quand elle finira et à quel prix. Leur première question est de se demander s'ils pourront partir cet été passer deux mois de vacances en Ukraine, comme ils ont toujours eu l'habitude de faire. Mon mari aussi est très préoccupé par la guerre. Il a passé de belles années en Ukraine où il compte de nombreux amis avec lesquels il est resté toujours en contact. Il adore y aller, les revoir, retrouver ses repères et humer l'air du pays. Pour nous tous, le premier choc a été très fort, brutal. Il m'a été d'un grand réconfort, tout comme le reste des membres de ma belle-famille et de nombreux amis tunisiens.»

Qui pourra dissuader Poutine ?

«J'ai intériorisé l'idée de la guerre, dépassé la phase d'alerte et essayé de garder la tête froide, nous dit Tetiana. Sans être accro aux réseaux sociaux, pour ne pas déprimer, je consulte différentes sources d'information, en préférant y aller dans leurs versions d'origine, grâce à ma maîtrise de plusieurs langues, l'anglais, le français et le russe, outre l'ukrainien. En suivant de près l'actualité, je parviens ainsi à me faire ma propre synthèse. Une grande question continue cependant à me tarauder : jusqu'où ira la Russie ? Qui pourra dissuader Poutine de persister dans cette guerre ?»



Notre véritable force

«Le peuple ukrainien, affirme-t-elle, est très uni. A l'intérieur du pays, nous avons notre diversité, notre pluralisme, mais face à l'extérieur, nous sommes tous en bloc. Le patriotisme ne se limite pas pour nous au drapeau et à l'hymne national, mais s'étend à toute une éducation, dès notre enfance, pour apprendre notre histoire, nous approprier de nos motifs de gloire et incarner nos valeurs... C'est une force inébranlable qui nous scelle et constitue notre véritable rempart contre toute tentative d'occupation. Aujourd'hui, si par instinct de protection, des mamans ont dû consentir à quitter le pays avec leurs enfants, les hommes sont tous restés pour assurer la protection de nos villes et villages, se battre... Bien qu'âgé, mon père est resté chez nous, travaillant dans la journée, gardant la maison la nuit. Tout comme mes cousins et mes amis. Je les appelle régulièrement, mais pour ne pas les encombrer, je me limite à prendre de leurs nouvelles et à les exhorter dans l'accomplissement de leur devoir patriotique. »

Une partie de l'Ukraine à Tunis

«La sollicitude de l'ambassade d'Ukraine à Tunis est très importante, souligne Tetiana. Jamais nous ne sommes sentis aussi bien entourés comme en ces moments très difficiles. L'ambassade incarne pour nous tout notre pays. A la vue du drapeau qui flotte sur son fronton, nous avons le cœur serré. Savoir que l'ambassadeur est là, avec son équipe, nous donne beaucoup de courage. Avec des amies ukrainiennes vivant en Tunisie, on essaye d'apporter notre contribution à cet effort. Déjà, notre association, Berehynia (ce qui veut dire en ukrainien la femme qui prête attention et prend soin), a procédé à la collecte d'aides humanitaires, notamment des médicaments et des produits appropriés, et leur acheminement en Ukraine. En outre, des compatriotes établis en France essayent de leur côté de fournir des casques et des gilets pare-balles et nous y contribuons.»

Les Tunisiens sont admirables pour leur soutien

«La réaction des Tunisiens nous fait chaud au cœur, affirme Tetiana. En plus de ma belle-famille et des amis, il y a des connaissances que nous avons perdues de vue depuis de longues années et qui ont cherché à nous joindre pour nous témoigner leur solidarité. Des collègues au travail, des voisins, des personnes qu'on rencontre dans la vie courante, ne manquent pas de nous demander des nouvelles et de nous exprimer leur compassion. C'est absolument réconfortant. Evidemment, il doit y avoir quelques-uns qui ne se rangent pas du côté du peuple ukrainien, mais ils devraient constituer une petite minorité.»

Ma foi demeure...

«Je suis optimiste quant à l'issue de la guerre, ne cesse de nous dire Tetiana. Je le suis de nature, ayant toujours aimé la vie, la nature, les fleurs, les paysages. J'ai toujours cultivé la joie de vivre et l'espoir. Cette fois-ci, je le suis encore plus pour mon pays, connaissant la solidité de notre peuple, son union, sa détermination à se battre. Ma foi demeure inébranlable quant à la victoire. Dans les années 1930, l'Ukraine avait connu, pourtant grand pays céréalier, la famine la plus totale et l'occupation nazie. Mais nous en sommes sortis vainqueurs. Plus jamais nous n'accepterons aujourd'hui pareil péril et la moindre occupation.»

La guerre en Ukraine et son impact sur la région **Moyen-Orient** et **Afrique du Nord**

L'évolution rapide de la guerre et ses terribles conséquences humanitaires ont pris le monde et de nombreux pays de la région de court. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le conflit exacerbe une situation déjà instable et compliquée. Bien que la fin de la guerre actuelle ne soit pas encore claire et qu'aucune stratégie précise de sortie de crise n'ait été articulée par la Russie, l'impact des hostilités se fait déjà profondément sentir non seulement dans le voisinage européen immédiat de l'Ukraine, à travers le calvaire de millions de réfugiés, mais aussi au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.



• Par Khemaies Jhinaoui

De nombreux pays de la région Mena avaient déjà du mal à limiter les retombées de la pandémie, lorsqu'ils se sont soudainement retrouvés confrontés à une crise économique sans précédent et à la perspective d'une forte augmentation des prix de l'énergie et du blé ainsi que d'une possible perturbation de l'approvisionnement alimentaire. Si elle n'est pas correctement et rapidement traitée, cette situation pourrait conduire à une nouvelle vague de troubles sociaux dans une région déjà instable avec des souvenirs vifs de soulèvements violents déclenchés par la hausse des prix de denrées alimentaires dans de nombreux pays arabes pendant la dernière décennie.

Quatre questions immédiates méritent notre attention en abordant l'impact de la guerre actuelle en Ukraine sur la région Mena et l'ampleur des conséquences de cette guerre sur les populations de la région et la dynamique géopolitique régionale.

Le partenariat euro-méditerranéen mis à l'épreuve par la guerre

Au-delà des périls immédiats en Ukraine et autour de l'Ukraine, l'invasion russe de ce pays et la réponse européenne sont susceptibles d'affecter les enjeux politiques dans la région euro-méditerranéenne et le processus euro-méditerranéen dans son ensemble. Le déplacement de l'attention vers la sécurité et, à un stade ultérieur, la reconstruction économique en Europe de l'Est risquent de reléguer le partenariat euro-méditerranéen au deuxième rang des priorités de l'UE.

Moins de ressources seront allouées aux projets de développement régional et à l'intégration verticale. L'accent pourrait être plutôt limité à la lutte contre l'immigration illégale, le trafic transfrontalier et le terrorisme. Les réformes seront mises en veilleuse et les transitions politiques et démocratiques perdront de leur élan. L'Europe, dépendant à environ 40% du gaz russe, cherchera de nouvelles perspectives d'approvisionnement auprès



des pays exportateurs de pétrole et de gaz du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord pour combler le vide laissé par la Russie.

S'il est certes prématuré d'évaluer l'impact réel de la guerre sur la coopération euro-méditerranéenne, la situation actuelle pourrait néanmoins être l'occasion pour les dirigeants des deux rives de la Méditerranée de réfléchir ensemble sur les insuffisances du processus et les meilleurs moyens de le relancer afin d'atteindre ses objectifs initiaux, à savoir la création d'un espace commun de paix, de stabilité et de prospérité partagée. Cette crise offre en outre un moment opportun pour explorer de nouvelles voies de coopération, notamment dans des secteurs porteurs pour les deux parties : les énergies renouvelables, l'économie verte et le sourcing proche.

L'impact économique de la guerre

Les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord dépendent fortement des importations de blé en provenance de Russie et d'Ukraine. La guerre actuelle pourrait conduire à de graves crises alimentaires dans une région déjà soumise à de fortes pressions économiques et sociales. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) affirme que la faim pourrait toucher 55 millions de personnes dans la région. Le conflit a également accru la pression sur les ressources énergétiques, faisant grimper les prix du pétrole et du gaz et d'autres produits de base, en particulier dans les pays non producteurs d'énergie: le Liban, la Tunisie, le Maroc, la Jordanie et le Yémen.

La sécurité alimentaire dans la région est également menacée. L'Égypte est le plus grand importateur de

blé avec 80% de ses importations provenant de Russie et d'Ukraine. Le Liban importe 60% de son blé d'Ukraine. La Tunisie était déjà témoin d'une hausse des prix des denrées alimentaires et de perturbations d'approvisionnement avant même le déclenchement du conflit. Poussés par les achats de panique, les ménages se précipitent maintenant pour s'approvisionner en farine, semoule et autres aliments de base. Le pays est également confronté à une crise aiguë des finances publiques et s'apprête à entamer des négociations laborieuses avec le FMI pour conclure un accord permettant d'avoir accès à des prêts de 12,6 milliards de dinars (4,2 milliards de dollars américains). La Tunisie doit emprunter environ 20 milliards de dinars (7 milliards de dollars) pour combler le financement de son budget 2022.

Afin de remplir les conditions fixées par le FMI, le pays devrait, par ailleurs, s'engager à geler les salaires du secteur public et à lever les subventions, notamment sur les produits alimentaires et pétroliers. L'impact économique de la guerre en Ukraine viendra s'ajouter à la hausse des prix des denrées alimentaires et des carburants, principalement causée par les perturbations des chaînes d'approvisionnement post-Covid 19, rendant la situation insoutenable pour de nombreux Tunisiens. Le pays importe 50% de son blé de la Russie et d'Ukraine et la balance commerciale avec la Russie est largement déficitaire avec ce pays, principalement en raison, notamment, de l'importation de produits céréaliers.

La hausse spectaculaire des coûts du pétrole brut Brent atteignant un niveau sans précédent de 130 USD pour le baril le 9 mars, même si elle a diminué depuis, signale

une aggravation du déficit budgétaire et une pression supplémentaire sur le gouvernement pour identifier des sources de revenus supplémentaires à l'intérieur du pays et à l'étranger.

D'autres pays fragiles de la région Mena, comme la Syrie, le Liban et le Yémen, sont également exposés à l'impact négatif des hausses des prix de denrées alimentaires et des pénuries de produits céréaliers. La Syrie importe environ les deux tiers de ses besoins en blé et en pétrole de la Russie. Le Liban importe d'Ukraine et de la Russie plus de 90% de ses céréales et ne dispose, selon les récents chiffres de la Banque centrale libanaise, que d'un mois de réserves de céréales.

Le Yémen importe environ 40% de son blé de la Russie et d'Ukraine. Il y a de graves pénuries alimentaires dans ce pays et la guerre en cours en Ukraine rendra la vie encore plus difficile pour une population où des millions d'autres seront confrontés au spectre de la famine.

Géopolitique et conflits régionaux
La guerre actuelle en Ukraine aura sans aucun doute son propre impact sur la géopolitique de la région Mena. Le vote de l'Assemblée générale des Nations unies le 2 mars a illustré en quelque sorte la réaction individuelle des États membres de la Ligue arabe à l'invasion russe. Au Maghreb, la Tunisie, la Libye et la Mauritanie ont voté en faveur de la Résolution qui *«déploie avec la plus grande fermeté l'agression de la Russie contre l'Ukraine»*.

L'Algérie s'est abstenue et le Maroc a choisi de ne pas participer au vote. À l'exception de l'Irak et de l'Iran qui se sont abstenus, d'autres

pays de la région ont soutenu la Résolution tout en choisissant soigneusement leurs mots pour justifier leurs votes, s'abstenant de condamner explicitement la Russie et en particulier le président Poutine. La Syrie a soutenu la Russie et a même reconnu la région séparatiste de Lougansk et Donetsk.

En fait, la Russie a été très active dans la politique régionale du Moyen-Orient au cours de la dernière décennie. Elle a aidé le régime syrien à récupérer la majeure partie du territoire national occupé par les insurgés. Elle a élargi son empreinte politique et militaire dans la région en recherchant des alliances de sécurité avec des régimes instables à la recherche de nouveaux partenariats pour renforcer leur sécurité précaire. Au Soudan, le chef de la junte militaire avait développé une nouvelle alliance économique avec le Kremlin, ravivant l'aspiration de la Russie à sécuriser une base navale sur la mer Rouge.

Conflits régionaux

La guerre ukrainienne, au cœur de l'Europe, risque sérieusement de mettre en veilleuse les conflits régionaux de la région Mena. Le Conseil de sécurité, déjà profondément divisé sur la manière de résoudre les conflits régionaux, en particulier en Libye, en Syrie et au Yémen, pourrait se trouver dans l'incapacité de contribuer au règlement de ces conflits. La Libye qui a manqué, fin décembre, l'occasion d'élire une nouvelle direction légitime est de nouveau au bord d'une nouvelle confrontation violente entre deux gouvernements concurrents revendiquant chacun une certaine légitimité : l'un basé à Tripoli et contesté par de larges

Offre promotionnelle

CRÉDIT ACHAT LOGEMENT

البنك
التونسي

BANQUE DE TUNISIE

ACHETEZ LA MAISON DE VOS RÊVES

Offre valable jusqu'au 31 mai 2022



**Vous souhaitez acheter un logement ou investir dans une résidence secondaire ?
La Banque de Tunisie vous permettra de concrétiser vos rêves
et vos projets immobiliers en vous proposant le crédit achat logement.**

- **Crédit immédiat sans épargne préalable.**
- **Taux d'intérêt exceptionnel.**
- **Délai de réponse (48 heures).**
- **Crédit sans plafond en fonction de votre revenu.**

Pour plus d'informations appelez le 81 10 12 12

www.bt.com.tn

CYBER-ASSURANCE

ANTICIPEZ L'IMPACT
DES CYBER-RISQUES!



Votre gage de sécurité pour :

- Couvrir l'impact financier des cyber-attaques
- Maitriser la gestion de crise suite à une cyber-attaque
- Assurer le maintien de votre activité

www.carte.tn





segments de la population, et l'autre approuvé dernièrement par le Parlement et incapable d'étendre son autorité sur le territoire national. Une confrontation par procuration des puissances régionales et internationales sur le sol libyen motivée par des intérêts économiques et géopolitiques contradictoires pourrait encore s'intensifier en raison du conflit actuel entre la Russie et l'Occident. En Syrie : la guerre en Ukraine a eu non seulement un impact sur la situation dans ce pays, mais les deux conflits sont étroitement liés. La Syrie a fourni depuis 2015 un terrain opérationnel à la Russie pour les essais d'armes en plus de servir de base militaire pour sa puissance aérienne et sa marine dans un endroit stratégique en Méditerranée. Le soutien indéfectible apporté par la Syrie à l'invasion russe de l'Ukraine et l'importance de la coopération militaire et stratégique entre les deux pays rendront plus difficile pour le Conseil de sécurité de l'ONU d'adopter une nouvelle Résolution sur la question syrienne.

En Iran : la relation entre la Russie et l'Iran a été toujours une alliance d'intérêts plutôt qu'un partage de valeurs. La Russie a systématiquement soutenu les sanctions occidentales contre l'Iran et les diverses Résolutions du Conseil de sécurité tendant à empêcher l'Iran d'acquérir l'arme nucléaire. L'Iran de son côté estime que la «*crise ukrainienne trouve ses racines dans les provocations de l'Otan*». Son ministre des Affaires étrangères ajoute néanmoins que son pays «*ne considère pas la guerre comme une solution à la crise*».

En général, du point de vue de Moscou, l'instabilité au Moyen-Orient est un problème plus important pour l'Europe que pour la Russie. À l'exception de la Syrie et de l'Iran où Moscou détient des intérêts stratégiques spécifiques, la Russie pourrait jouer le rôle de «*facteur de troubles*» plutôt que de bâtisseur de paix actif, à moins qu'elle n'obtienne manifestement ce qu'elle veut et que ses intérêts

globaux soient sauvegardés. Il est assez difficile d'imaginer un scénario dans lequel la guerre en Ukraine n'affectera pas négativement les efforts internationaux visant à résoudre les conflits dans la région. La guerre en Ukraine va certainement accroître l'instabilité de la région Mena plutôt que de faire avancer l'agenda de la paix. La détérioration rapide des relations entre la Russie et l'Occident aura un impact sur divers conflits en cours dans la région. Cela élargira certainement la division au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, rendant difficile, voire impossible, de parvenir à un consensus entre les P5 sur un éventuel règlement des différentes crises dans la région. ■

K.J.
Ancien ministre des Affaires étrangères
Ancien ambassadeur
de Tunisie à Moscou et à Kiev
Président du Conseil tunisien des relations
internationales

(*) Extraits de la Conférence de M. Khemaies Jhinaoui, dans le cadre du séminaire organisé à Berlin par l'Institut allemand de l'Orient, le 16 mars 2022

LA CARTE AGILIS

ÉLUE PRODUIT DE L'ANNÉE POUR LA DEUXIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE



دراسة احصائية مستقلة مركزة على التجديد أجريت من قبل معهد العموري للدراسات على عينة مكونة من 2400 مستهلك تونسي



Alexandre Zolotov

Ambassadeur de la Fédération de Russie en Tunisie

Notre volonté de continuer à contribuer à la sécurité alimentaire et énergétique de la Tunisie est immuable



Quelle est la portée de l'opération menée en Ukraine depuis le 24 février dernier ? Est-elle limitée dans le temps et l'espace ? A quelles conditions ?

Le but annoncé de l'opération spéciale militaire, comme elle est officiellement désignée par le Gouvernement, consiste à démilitariser et dénazifier l'Ukraine, protéger les populations de la région du Donbass et assurer la défense de la Russie elle-même face à l'avancement de l'infrastructure militaire de l'Otan vers nos frontières en violation des promesses données auparavant. Il ne s'agit pas d'occuper l'Ukraine, mais de mettre fin aux menaces qui provenaient de son territoire. Donc, la décision de terminer l'opération sera prise en fonction des résultats réalisés sur le terrain et sur le plan politique. L'obstination du régime ukrainien et ses alliés en Occident de ne pas entendre la voix de la raison se traduit par le prolongement des délais. De toute façon, comme l'a précisé le Président V. Poutine, tout se déroule selon les directives approuvées.

Quelles seront ses conséquences sur les relations avec l'Europe et le monde ?

Il est évident qu'en Occident, on voulait faire de l'Ukraine un fer de lance contre la Russie. Une offensive contre les deux républiques populaires du Donbass était en gestation. Il fallait agir sans tarder pour la déjouer et mettre la partie adverse hors d'état de nuire. Washington et ceux en Europe qui ont aidé à installer le régime actuel à Kiev ont pris un coup dur.

En outre, l'Occident collectif s'acharnait à préserver le monde unipolaire pour imposer les solutions rentables

uniquement pour lui-même. Mais il a échoué dans ses efforts. L'ordre mondial va changer. De nouveaux équilibres géostratégiques vont se former, des liens commerciaux, économiques et autres vont se réorienter. D'ailleurs, ce sont les Européens qui en premier lieu feront les frais des ambitions démesurées qu'ils ont nourries ensemble avec Washington.

Il est très tôt de dire quelle sera exactement la nouvelle architecture globale. Mais l'influence de l'Occident et de l'Otan va se rétrécir. La multipolarité s'installera, c'est inévitable. Et avec elle les notions de respect réciproque, de sécurité partagée et de coopération mutuellement avantageuse reviendront en force.

Comment préserver les relations bilatérales entre la Tunisie et la Russie de son impact ?

Il faut être réaliste. C'est bien dommage, mais nos relations avec la Tunisie, qui sont au beau fixe grâce aux efforts conjoints, seront impactées. Le préjudice sera porté par les sanctions occidentales, qui notamment vont freiner le flux touristique en provenance de la Russie, nuire à la logistique des livraisons commerciales, aux liens interbancaires, etc. Il faudra s'adapter à cette nouvelle donne. Mais l'intérêt mutuel à transcender les difficultés est là. Donc, l'espoir est permis pour dire que nous sommes en mesure non seulement de limiter les dégâts, mais de promouvoir notre coopération multiforme. Quant au dialogue politique entre nous à différents niveaux, je suis convaincu qu'il restera à l'abri des aléas de la conjoncture internationale et se poursuivra pour le bien de nos pays et nos peuples.

Comment la Russie pourrait-elle poursuivre sa contribution à l'approvisionnement de la Tunisie, malgré le nouveau contexte, en produits céréaliers et pétroliers ?

Pour les solutions concrètes, compte tenu des facteurs négatifs, une période de réflexion s'impose. La situation est tendue, il faut que les choses se décantent et se stabilisent pour y voir plus clair et prendre des décisions opportunes. Mais soyez sûr et certain, notre volonté de continuer à contribuer à la sécurité alimentaire et énergétique de la Tunisie est immuable. ■

Parcours

- Alexandre Zolotov a été nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Fédération de Russie en République tunisienne par le décret du Président de la Fédération de Russie No. 6 du 11 janvier 2022.
- Il est né en 1959. Diplômé de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (1982), il maîtrise l'anglais, l'arabe et le français.
- Il a commencé sa carrière diplomatique en 1982 et occupé des postes auprès des ambassades en Tunisie, au Maroc, en Algérie, à Oman.
- 2011-2017 : ambassadeur de Russie en Algérie.
- 2017-2022 : directeur adjoint du Département Moyen-Orient et Afrique du Nord au ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie.
- Il a le rang diplomatique de ministre extraordinaire et plénipotentiaire première classe.
- Il est marié et père de deux filles.

Tiger Neo 605

Le tout premier panneau 600+W – Polyvalent pour les projets utilitaires et commerciaux

En plus des changements d'efficacité précédemment signalés jusqu'à 22,3% et de la puissance maximale de 620 watts basée sur 182 plaquettes, Tiger Neo est équipé d'un nouveau « package de performance » qui améliore l'efficacité existante de JinkoSolar.

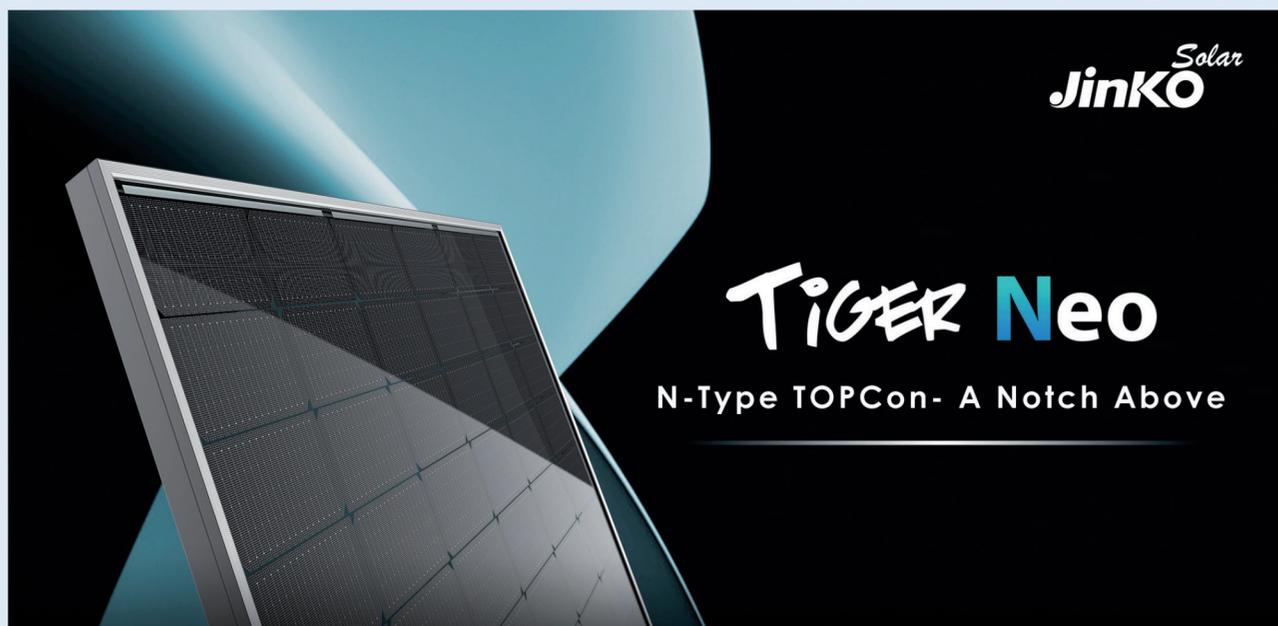
La version Tiger Neo à 78 cellules a une puissance nominale bien supérieure à 610W. De plus, avec la même puissance nominale et la même taille compacte, Tiger Neo a un rendement énergétique de 3% à 5% supérieur à celui des modules conventionnels.

Par exemple, les panneaux évalués à 605W ne sont pas livrés avec un facteur bifacial élevé. Tiger Neo produit plus de 3% de puissance en plus que ses homologues p-PERC en raison de ses avantages, notamment une dégradation plus faible, une température plus élevée, de meilleures performances en basse lumière le matin et plus tard dans l'après-midi, un taux de LID (dégradation induite par la lumière) plus faible et ne souffre pas de LeTID (dégradation induite par la lumière et la température élevée), contrairement aux cellules de type P.

Étant donné que les panneaux à haut rendement nécessitent une quantité équivalente de connexions et de main-d'œuvre par rapport aux panneaux de faible puissance, le coût d'installation par kW est réduit, ce qui se traduit par un coût global inférieur et un coût total de vie réduit.

Faible LID- La dégradation induite par la lumière (LID) et LeTID de Tiger Neo est extrêmement faible par rapport aux cellules standard de type P.

Expérience éprouvée et performances éprouvées sur le terrain - Jinkosolar a été impliqué dans la livraison de près de 100 GW de panneaux de qualité dans plus de 170 pays, plus que toute autre marque à ce jour. Il vous donne la tranquillité d'esprit des panneaux solaires qui dépassent les attentes des clients.



Guerre en Ukraine

A quand la fin du déni des nouvelles réalités du monde ?



• Par Mohamed Ibrahim Hsairi

D'emblée, je voudrais dire que de mon point de vue, la guerre en Ukraine aurait pu être évitée. À coup sûr, elle aurait dû l'être, si ce n'est le déni pervers, par les Occidentaux, des nouvelles réalités du monde en profonde et inéluctable métamorphose. Le 24 février 2022, les États-Unis et leurs alliés (de gré ou à contrecœur) ont, tout de suite et comme à l'accoutumée, dénoncé le choix de guerre du président russe Vladimir Poutine. Mais, qu'ont-ils fait ou que n'ont-ils pas fait pour qu'il ne fasse pas ce choix qui, selon le président français Emmanuel Macron, «a porté l'atteinte la plus grave à la paix en Europe depuis des décennies».

La thèse de la fin de l'Histoire de Francis Fukuyama n'a fait qu'exacerber les États-Unis d'Amérique. Ils ont cru, à la fin de la guerre froide, que leur triomphe et celui de leur idéologie démocratique politiquement et libérale économiquement, est définitif et irrévocable.

Bien que cette thèse ait été, sur le moment, récusée par Samuel Huntington qui a, pour sa part, défendu la thèse du « choc des civilisations », ils continuent à se cramponner à l'idée de la fin de l'Histoire qui leur a servi de socle pour engager leur projet de mondialiser ou, à vrai dire, d'américaniser le globe terrestre.

C'est pourquoi ils sont dans le déni total de ce qui est sous leurs yeux, c'est-à-dire des nouvelles réalités du monde qui ne cesse de muter depuis le retour en force de la Russie sur la scène internationale et l'émergence de la Chine en tant qu'une puissance potentiellement susceptible de rivaliser avec les États-Unis.

Refusant de reconnaître que leur pays et leur société ont cessé d'être le modèle pour le monde, et ayant besoin de croire qu'il n'est question d'aucune alternative au modèle occidental, ces nouvelles réalités sont pour eux intolérables et ils font et feront tout pour qu'ils entravent et retardent, autant que possible, l'avènement d'un nouveau monde qui soit multipolaire et d'un nouvel ordre international qui échappe à leur contrôle.

S'agissant de l'Europe, elle aussi est dans le déni. Certes, elle a,

depuis quelques années, affiché une certaine tendance à chercher sa propre voie, à affermir la construction européenne, à se structurer politiquement et à s'engager sur le chemin d'une plus grande autonomie en matière de défense. Toutefois, outre qu'elle n'a pas pu dépasser ses contradictions internes et a tardé à se constituer en une réelle puissance politique et militaire capable de pratiquer les fonctions inhérentes à l'exercice d'une véritable souveraineté, elle continue, à ce jour, à s'aligner sur les positions et les politiques américaines, y compris, parfois, vis-à-vis de certaines questions purement européennes.

Sachant pertinemment que sa pensée stratégique, sa vision du monde et sa conception de l'ordre international ne convergent pas, toujours et en tout point, avec celles de Washington, et bien qu'elle ait besoin de faire valoir et de défendre ses propres intérêts politiques et économiques tant à l'intérieur de son espace que dans le monde, elle semble hésiter encore à considérer fondamentalement sa situation et à faire les choix qui s'imposent pour pallier sa dépendance à l'égard des États-Unis.

En revanche, la guerre en Ukraine est venue offrir aux Américains une occasion en or pour renforcer cette dépendance et pour mettre un terme, du moins pour un certain temps, aux ambitions de leurs alliés européens d'avoir leur propre doctrine de sécurité et de défense qui soit autonome vis-à-vis d'eux et de l'Otan.

Cela risque de coûter très cher à l'Europe, car son avenir et celui

du monde pourraient, manifestement, se faire sans elle ou à ses dépens.

Venons-en, maintenant, à l'Otan. Il est clair que le maître mot pour cette organisation est, en ce moment, le renforcement de son dispositif militaire et le changement de sa posture à l'Est de l'Europe. Ignorant les bouleversements que cette région a connus ces dernières années, et faisant fi des préoccupations et des attentes de la Russie, elle a nettement choisi la voie de la dissuasion au détriment de celle du dialogue.

C'est pourquoi il ne serait pas faux de dire que l'Occident a, délibérément, cherché le bras de fer avec la Russie qui, faut-il le rappeler, n'a jamais digéré l'intégration en 2004 des pays baltes à l'Otan et qui n'a eu de cesse, depuis, de demander à l'Alliance de reconsidérer son déploiement dans la région.

Or les Occidentaux, tout en encourageant Kiev à demander de rejoindre l'Otan, ont refusé de donner des garanties concrètes de sécurité à Moscou qui exige le bannissement de tout nouvel élargissement de l'Alliance, arguant que les revendications russes contreviennent aux principes de l'architecture de sécurité européenne et que les questions d'adhésion relèvent uniquement de la responsabilité des Alliés et des pays candidats.

En tous les cas, il est clair qu'à la faveur de la guerre en Ukraine, les Américains ont pu donner à l'Otan que le président français Emmanuel Macron a, en novembre 2019, jugé en « état de mort cérébrale », un nouveau souffle qui



lui permettra de surmonter ses difficultés et de dépasser les crises à répétition qu'elle a connues suite au Brexit, d'une part, et à cause des attitudes de Donald Trump, d'autre part, qui ont fait planer le doute sur la pérennité de l'engagement des États-Unis au sein de l'Alliance.

Enfin, s'agissant de l'Ukraine, elle semble être le bouc émissaire des dénis de réalité des Occidentaux et surtout de son propre déni.

Comptant, apparemment, sur le soutien des États-Unis, de l'Europe et de l'Otan, Kiev n'a pas fait montre, durant les sept dernières années, d'une quelconque disposition à respecter les accords de Minsk.

Son président donne l'impression qu'il a été induit en erreur, aussi bien par la rhétorique de ses amis

occidentaux que par leurs livraisons d'armes, et la mise de leurs instructeurs militaires à la disposition de son armée.

Malheureusement, il n'a réalisé qu'ils se refusent à envisager une confrontation directe avec la Russie, pour défendre l'Ukraine, que tardivement et qu'après avoir détruit son pays et fait subir à son peuple les horreurs de la guerre.

Quant aux mesures de rétorsion qu'ils ont prises et aux sanctions qu'ils ne cessent d'imposer à la Russie, elles ne seront pas suffisantes pour la dissuader. Par contre, elles risquent de la pousser à durcir davantage sa position.

En tous les cas, pour que les appels à l'arrêt de la guerre soient entendus, et afin d'éviter à l'Ukraine davantage de souffrances et à l'humanité, déjà martyrisée

par l'épidémie, davantage de désastres, il est temps pour l'Occident et les Occidentaux de remettre en question leurs certitudes, de reconsidérer leurs convictions et de se défaire de leur parti pris.

Les États-Unis et leurs alliés doivent cesser de prétendre qu'ils ont toujours raison et qu'ils sont l'incarnation du bien tandis que les autres sont l'incarnation du mal.

Ils verront alors que le monde globalisé, interconnecté et interdépendant où nous vivons a besoin d'un nouvel ordre international plus inclusif, plus humain et plus équitable.

A mon avis, l'heure pour jeter les bases de cet ordre est venue, et «rien n'est plus fort qu'une idée dont l'heure est venue», aimait dire Victor Hugo. **L**

M.I.H.

تلي شرجي



ألعب إربح

تربح

SMART'HAA ?

TÉLÉCHARGEZ



Download on the App Store

GET IT ON Play Store

EXPLORE IT ON AppGallery

mg
أعز حاجة عندك ... كل يوم

Mélanges en l'honneur du doyen M. L. Fadhel Moussa

• Par Sadok Belaid



En hommage à sa contribution remarquable à l'enseignement et à la recherche, des collègues du Professeur Fadhel Moussa, ancien doyen de la faculté des Sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis, ont souhaité lui offrir un recueil d'études. Ces « Mélanges », forts de près de 1 400 pages, comptent 45 contributions au total, 8 en arabe et 37 en français. Ils sont exceptionnels à plus d'un titre.

Préface par le doyen Sadok Belaid

Les lecteurs de ces lignes comprendront le profond inconfort de leur auteur, car, diraient-ils, n'est-ce pas que les « Mélanges » ici offerts au doyen Fadhel Moussa sont déjà le meilleur témoignage de la considération et de l'amitié que les contributeurs lui portent ? En vérité, s'ils sont de quelque utilité, les propos qui suivent veulent seulement marquer les jalons de la carrière d'un enseignant qui sort de l'ordinaire.

Depuis les débuts de sa scolarité universitaire, Fadhel Moussa a fait un parcours sans faute et sans faux pas, mais avec brio et décontraction, comme ça... entre deux matchs de tennis sur le court «Select» du Tennis-Club de Tunis aux destinées duquel il a présidé pendant quelques années et où il a eu toujours l'amabilité de nous réserver le meilleur accueil...

Fadhel Moussa s'est engagé dans une carrière d'enseignant d'abord à la faculté de Droit, des Sciences politiques, économiques et de Gestion (Tunis I), et ensuite, et ayant été admis au concours d'agrégation en droit public, il a rejoint la nouvelle faculté des Sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis (Tunis II), ce qui l'a rapproché de sa ville chérie, l'Ariana, la «Cité des roses»...

Dans l'une ou l'autre des deux facultés, Fadhel Moussa a assuré des enseignements variés, sans trop s'enfermer



dans la «*surspécialisation*». A ce titre, il a pris part à diverses manifestations universitaires, et organisé plusieurs colloques et séminaires scientifiques. Par ailleurs, nombre d'institutions académiques étrangères l'ont invité soit au titre de «professeur-visiteur», soit en tant que directeur de travaux de recherches.

Comme d'autres font leur service militaire, Fadhel Moussa, à la suite des appels pressants de la part de ses collègues, n'a pas échappé à la «*corvée décanale*», qu'il a assumée avec succès.

En tant qu'enseignant et chercheur, Fadhel Moussa a apporté une contribution remarquable au développement des enseignements et des activités de recherche dans le cadre des «*mastères*». En cela, il est intervenu dans l'organisation de divers enseignements et programmes de formation de «*troisième cycle*» dans des domaines aussi variés que les finances et la fiscalité, le droit du commerce international, le droit des affaires, le droit comparé, le droit anglo-saxon, le droit européen, le droit et les politiques de l'Union africaine, le droit international et les relations Maghreb-Europe, le droit pénal et les sciences criminelles, et le droit de l'environnement.

Fadhel Moussa a ouvert des horizons prometteurs dans des domaines de recherche scientifique et de formation parmi les plus revêches et les plus durs à maîtriser, comme le «*droit nucléaire*» ou le «*droit foncier*». Il a été, en effet, le premier enseignant à s'intéresser au «*droit nucléaire*».

Quant au «*droit foncier*», Fadhel Moussa a eu le grand mérite de révéler aux académiciens l'extrême complexité de cette matière et aussi les perspectives presque sans limites qu'elle présente du point de vue des recherches, de la formation et de la spécialisation des jeunes juristes dans ce vaste domaine. De même, il a dépensé une énergie tenace pour sensibiliser aussi bien les dirigeants politiques que les bureaucrates à l'importance essentielle de la rénovation en profondeur d'une législation foncière désuète et marquée d'une inspiration coloniale manifeste et pour leur montrer que la réforme du droit foncier est la clé incontournable de toute politique de développement économique et social de ce pays.

Fadhel Moussa a enrichi son parcours universitaire en s'engageant dans un parcours de consultant international dans le domaine de la formation juridique multidisciplinaire et du management de projets en relation avec ces

matières. C'est ainsi qu'il a été recruté comme conseiller juridique principal au siège de l'Organisation internationale du droit du développement (IDLO) à Rome, ensuite comme directeur des programmes et de la formation au bureau régional de l'Organisation au Caire. Sur cette étape, William.T.Loris attestera dans une «*Recommandation letter*» : «*In all of these assignments, Dr Moussa proved to be reliable and always performed at the highest professionalism level. His flexibility, kindness, generosity and his willingness to listen made him true team leader.*».

C'est dans l'esprit de «*servir l'intérêt public*» que notre collègue doyen s'est intéressé à la vie politique, la vie politique active et engagée. La mouvance dans laquelle il s'est inscrit est clairement progressiste et moderniste et, surtout, sincèrement dévouée au service de la Nation. A ce titre, il a été élu par une circonscription électorale qu'il chérit à l'Assemblée nationale constituante où il a grandement contribué à la rédaction d'une Constitution dont il n'irait pas jusqu'à dire qu'elle est «*la plus belle du monde*», mais pour laquelle, du moins, il a tout fait pour lui éviter d'être la plus mauvaise...

C'est encore dans cet esprit que le doyen Fadhel Moussa, qui a misé sur la vision selon laquelle la «*démocratie*» doit se construire en partant de la base, a présenté sa candidature aux élections municipales de la ville de l'Ariana, où il a été élu avec un très bon score, ce qui a préparé le terrain pour son élection méritée à la tête du Conseil municipal de cette ville.

«*Cerise sur le gâteau*» : la renonciation de Fadhel Moussa à toute rémunération de son mandat de «*maire*» de la «*Cité des roses*»... Compliments, Monsieur le Maire...

La plus grande gratitude est due à notre éminent collègue qui, avec son titre de «*professeur émérite*» qui lui a été décerné par le Conseil des universités, continue de diriger mémoires et thèses et de participer aux différents jurys, à intervenir dans les manifestations universitaires et savantes auxquelles il ne cesse de contribuer.

Le doyen Fadhel Moussa a ainsi effectué un parcours universitaire et citoyen exceptionnel qui doit être salué. A ce titre, il a déjà beaucoup donné. Il y a, cependant, fort à parier que son «*éméritat*» ne sera point une sinécure et que, par sa double expérience du monde du savoir et du monde politique qu'il a acquise, sa brillante carrière ne s'arrêtera pas là...■

S.B.

LE TIVOLI COMME VOUS
NE L'AVEZ JAMAIS VU !



www.ssangyongtunisie.com



TIVOLI
EXPRESS YOURSELF!

 [SsangYongTunisie.Officielle](https://www.facebook.com/SsangYongTunisie.Officielle)

AUTOMOBILES ZOUARI
CONCESSIONNAIRE / SAV VÉHICULES DE TOURISME

TUNIS - Rte de Sousse, GP1 Km7 2033 - Mégrine
Tél. : (+216) 70 130 070 - 70 130 060
Fax : (+216) 71 425 253

SFAX - Rte de Gabes, bvd de l'environnement, Km 2,5 - Sfax
Tél. : (+216) 70 130 020
Fax : (+216) 74 281 020

SOUSSE - Rte de ceinture, 4022 Z.I. Akouda - Sousse
Tél. : (+216) 70 130 040 - 70 130 050
Fax : (+216) 73 343 233

GABES - Rte de Tunis Km 0,5 BP 31 - 6001 Hached Gabès
Tél. : (+216) 70 130 090
Fax : (+216) 75 274 151

La démocratie tunisienne, des alternances sans alternative

La démocratie tunisienne est à un point d'inflexion de son histoire. Elle n'a pas basculé dans le camp liberticide, du moins par encore, mais elle pourrait s'y résoudre si la situation socioéconomique dégénérerait ou si l'alternance en cours ne réussissait pas à proposer au pays une alternative politique et socioéconomique viable. Depuis 2011, la Tunisie a organisé trois élections législatives et deux

présidentielles. Pas moins de dix gouvernements ont été formés et le parlement tunisien a accueilli en son sein une myriade de représentants du peuple balayant la totalité du champ politique tunisien ou presque. Mais ces alternances devenues redondantes et stériles n'ont pas conforté le régime démocratique, au contraire.



• Par Habib Touhami

L'organisation régulière d'élections libres est le critère le plus souvent utilisé, à l'échelle internationale, pour évaluer le caractère démocratique d'un régime politique, mais tenant compte des faits, ce critère ne suffit plus. Deux autres entrent en considération. Le premier concerne l'existence en permanence d'une solution d'alternance démocratique en réserve. Sa mission est de suivre de très près l'action gouvernementale, lui apporter contradictions et contre-propositions et préparer la relève putative à exercer le pouvoir. Si ce critère n'est pas rempli, les élections perdent tout sens. A quoi bon aller voter s'il n'y a pas de vrai choix. Le second tient à la distinction entre alternance et alternative. Si l'alternance reconduit la même gouvernance et la même politique socioéconomique malgré leur échec, il ne s'agit alors que d'une alternance sous forme de piège «démocratique» et non d'une véritable alternative. Une démocratie qui se résume à l'organisation régulière d'élections libres est une démocratie qui se réduit à un changement des équipes dirigeantes.

Telles ont été les conséquences politiques de toutes les élections tunisiennes organisées jusqu'ici. Les circonstances sont-elles seules en cause, alibi souvent avancé, ou le problème est endémique? Il serait évidemment injuste de nier l'impact du terrorisme et de l'explosion des revendications sociales sur la production, les grands équilibres ou les finances publiques après 2010; mais il serait tout aussi injuste de tout mettre sur le dos des circonstances. Le fait est que l'opposition n'était pas prête à gouverner le pays en 2011, et ce parce qu'elle ne s'était pas préparée sérieusement à le faire; par paresse, bêtise ou inconséquence. Cette thèse a été défendue en juin 2011 lors d'une conférence donnée à l'hôtel El Mechtel. Elle s'appuyait sur le constat flagrant selon lequel l'opposition politique d'alors était «culturellement» une opposition de protestation, pas une opposition de gouvernement.

Hélas, cette culture politique particulière, surannée et absurde, perdure malgré l'expérience malheureuse d'une décennie et un passif socioéconomique lourd et désastreux. Ainsi et hormis ses diatribes verbales sur l'illégalité du régime instauré le 25 Juillet 2021, l'opposition actuelle à Kaïs Saïed ne propose rien de concret ou de signifiant sur le plan socioéconomique, l'emploi, les revenus, les prix, la compensation, la répartition primaire et secondaire, la protection sociale, etc. Elle ne peut donc pas assurer l'alternance si besoin est ou se présenter comme une alternative démocratique crédible. Au vide, elle n'oppose rien d'autre que le vide, et c'est précisément là que réside le danger qui menace la démocratie en. ■

H.T.



Au service *
de la Tunisie
*
depuis 1999





HUAWEI

تتمنى لكم رمضان كريم
وكل عام وانتم بخير

Khélil Chaïbi

Président de la Chambre tuniso-française de commerce et d'industrie (Ctfc)

Soutenir nos entreprises pour saisir les nouvelles opportunités qui s'offrent

«J'ai la chance de pouvoir compter sur une excellente équipe, tant d'élus que d'exécutifs, et du soutien des adhérents, ce qui nous facilitera la tâche pour accomplir de nouvelles performances ». Khélil Chaïbi, 58 ans, tout juste élu président de la Chambre tuniso-française de commerce et d'industrie (Ctfc), porte avec ses coéquipiers un projet ambitieux. Cet ingénieur de formation (Epfl Lausanne), titulaire d'un MBA (Ucla, Los Angeles), aligne au compteur 30 ans d'expérience professionnelle, en première ligne, au cœur de l'entreprise en Tunisie, dans divers secteurs.

P

ourquoi a-t-il postulé à la présidence de la Ctfc? «La Chambre, répond-il, a été de tout temps une voix qui compte. Elle est, de par le rôle, les responsabilités et l'efficacité qu'on lui connaît, écoutée et entendue. Et je ferais tout pour qu'elle le reste. Elle a été en permanence portée par des

dirigeants issus d'elle-même et dont le parcours, l'engagement et la détermination les qualifient pour reprendre le flambeau. Et je tiens à leur rendre hommage.»

« Je viens du monde de l'entreprise, souligne Khélil Chaïbi. J'en connais de près les difficultés, les impératifs et les voies de la réussite. J'ai été aussi pendant dix ans membre du comité directeur de la Chambre, pratiquant son fonctionnement. Je réalise alors pleinement l'ampleur des défis à relever et j'agirai toujours en mode développement et efficience », confie-t-il. «Aujourd'hui, plus que jamais, la conjoncture est bien délicate, tant en Tunisie qu'en France

et dans la région. Mais aussi des opportunités réelles s'offrent à nous, de part et d'autre des deux rives de la Méditerranée. Sachons les saisir !», ajoute-t-il.

Pour Khélil Chaïbi, les priorités sont multiples. «Il appartient à la Ctfc, affirme-t-il, d'aider les entreprises à surmonter les difficultés qu'elles rencontrent, à s'exporter, à trouver des partenaires, à obtenir des commandes et à s'intégrer dans un partenariat d'avenir. Nous devons aller dans les régions à l'écoute de nos adhérents, comme nous devons aller en France, dans les différentes régions, prospecter et promouvoir de nouvelles opportunités, susciter notamment des implantations en Tunisie. Dans cet effort, les commissions thématiques et sectorielles joueront un rôle important, pour approfondir notre réflexion et établir un maillage étroit de nos entreprises adhérentes. Afin de favoriser cette dynamique, une refonte des statuts et du règlement intérieur, qui ne répondent pas aux attentes du nouveau contexte, apportera une impulsion utile. Nous œuvrerons tous à doter la Chambre des moyens, des procédures et des mécanismes appropriés.»



Parcours

- 58 ans
- Etudes secondaires au lycée Khaznadar, première et terminale au lycée Louis-le-Grand à Paris
- Diplôme d'ingénieur, spécialiste en mécanique de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (Epfl), 1982 - 1988
- Mastère, spécialité finances et marketing, de l'Université de Californie à Los Angeles (Ucla), 1990 -1992
- Rejoint le groupe Utic en 1992, d'abord en qualité de directeur du développement, puis de directeur général de filiale, à partir de 1997 et de PDG.
- Longtemps vice-président du Club Africain et membre du bureau de la Fédération tunisienne de football (FTF)
- Membre de chambres de commerce mixtes, d'associations et de think tanks
- Marié, père de deux enfants.



Vaste programme ! Comment trouverait-il le temps nécessaire pour s'y investir ? Khélil Chaïbi s'était déjà bien organisé. Depuis quelques années, il s'est délogé de l'opérationnel à la tête des sept entreprises qu'il gérait directement, opérant notamment dans la mécanique, l'emballage et le tourisme. Il a, en effet, délégué la direction générale à des managers de haut niveau, ne conservant que la présidence du conseil d'administration, et s'entourant d'un staff réduit supervisant le contrôle de gestion, la gestion des ressources humaines et le marketing et développement.

Quasi-cinquantenaire, la Cctcfi, première chambre mixte, créée le 18 septembre 1974, compte 1 381 adhérents. Khélil Chaïbi en est le cinquième président, succédant à Habib Bourguiba Jr (1974), Mahmoud Belhassine (1974 -1988), Ridha Ben Mansour (1988-1999) et Foued Lakhoua (1999-2022). ■

Composition du comité directeur

50 membres élus

- Président : Khélil Chaïbi
- Vice-présidente : Meriem Driss
- Vice-président : Josselin Souris
- Vice-président : Rached Fourati
- Secrétaire général : Mohamed Louzir
- Secrétaire général adjoint : Ines Hallab
- Trésorier général : Mounir Habaieb
- Trésorier général adjoint : Walid Masmoudi.

A noter que la direction générale de la Cctcfi est assurée par Habib Gaïda.



NOUVEAU
commandez directement en ligne sur
www.leadersbooks.com
Livraison gratuite

VIENT DE PARAÎTRE

الْحَبِيبُ الصَّيْدُ

... في حديثِ الذَّاكِرَةِ



Volume : 492 pages • Album photos 68 pages • Format : 15 x 23 cm

Bon de commande

Moins de 10 exemplaires x 38 DT Total

10 exemplaires et plus x 35 DT Total

Nom et prénom ou Raison sociale :

Adresse de livraison :

Code postal [][][][]

Tel [][][][][][][][]

Je joins mon règlement au nom de PR Factory

Chèque bancaire

Virement

CBB : TN59 08 008 000671001274071

Date et signature

Rue Abdelwaheb Jilani, Ennour Building,
Cité des Sciences, 1082 Tunis - Mahrajène
Tel +216 71 232 111 / Fax : +216 71 750 333
www.leaders.com.tn

www.leadersbooks.com.tn

Offre spéciale
Dix
exemplaires
et plus
35 DT
(le livre)

Un concept **hispano-andalou** : la convivance

Notre rencontre se situe à un moment apocalyptique, celui du dérèglement général du monde. Dans tous les conflits auxquels nous assistons, les grands perdants, c'est nous, nous, hommes de science et de culture. Mais où est l'humanisme, qui de Socrate à nos jours, fonde notre sacerdoce. Cela fait plus de dix ans que je n'entends plus parler ni d'amitié entre les peuples ni de dialogue des civilisations.



• Par Abdelaziz Kacem

Comparé à notre présent, le XXe siècle, en dépit de deux guerres mondiales dévastatrices, a été culturellement fécond. Où sont passés les maîtres-à-penser de naguère ? La haine entre les nations s'est retournée contre chacune d'entre elles, le vivre-ensemble est laminé, le communautarisme débouche sur le séparatisme, les sociétés sont de plus en plus fracturées. En vérité, la détérioration des relations ne date pas d'aujourd'hui.

En 1995, à Rome, Jean-Paul II, dans son appel au dialogue et à la paix, avait, «*par deux fois, prôné "una convivencia" entre peuples et fractions d'un même peuple*». Les correspondants de presse français ont eu du mal à traduire le concept. Ils durent utiliser, sans conviction, le mot de convivialité. Il a donc été demandé à l'Académie Française de trouver en français un équivalent plus approprié. Au printemps 2004, elle fait entrer «convivance» dans la 9e édition de son dictionnaire: *CONVIVANCE n. f. XVIIIe siècle, au sens de «fait de vivre ensemble». Dérivé de l'ancien français *convivre*, «vivre ensemble», avec influence, au XXe siècle, de l'espagnol *convivencia*. Situation dans laquelle des communautés, des groupes humains différents vivent ensemble au sein d'une même société en entretenant des relations de voisinage, de concorde et d'échange. La

convivance des musulmans, des juifs et des chrétiens en Espagne prit fin en 1492.

La référence à l'Espagne musulmane est due à Florence Delay, membre de l'Académie française et membre correspondant de la Real Academia Española. Agrégée d'espagnol, Florence Delay a enseigné la littérature générale et comparée à l'université Sorbonne Nouvelle - Paris III. C'est elle qui, au mois d'octobre 2004, a été chargée de présenter le mot nouveau à la presse. Elle le fit avec une grande conviction, une rare élégance et une contagieuse émotion⁽¹⁾.

« Je suis quant à moi, déclare-t-elle notamment, du parti qui reconnaît dans l'originalité de l'homo hispanicus le fruit d'une histoire marquée par cette convivance. Il serait bien sûr aberrant de plaquer sur l'Espagne des trois religions le mot «harmonie», mais il le serait tout autant de nier qu'une harmonie exista en certaines périodes, en certains lieux, souvent par la grâce de certains hommes. Individus parfois plus forts que les masses, créant des accords, des échanges, des utopies, des souvenirs, si fertiles que le présent en garde encore la trace ».

Elle cite deux monarques si éclairés et si «convivants», le calife Abd al-Rahman III (891-961) et le roi Alphonse X el Sabio (1221-1284), ainsi que les auteurs anonymes du Romancero,



«*patrimoine poétique du peuple espagnol, né aux temps de la convivance.*» et qui a, avec beaucoup d'empathie, conservé le lamento de princes andalous si délicats en leur amour du pays. Et Florence Delay d'évoquer des célébrités: Averroès et Maïmonide, bien sûr, mais également Ibn Hazm, auteur du *Collier de la colombe*, «*le maillon maure de la chaîne qui va de Sénèque à Unamuno*».

Grâce à la convivance, ajoute encore l'académicienne, eut lieu le plus extraordinaire rendez-vous du Moyen Âge : le rendez-vous entre l'Orient et l'Occident. C'est à Tolède, barbare sous les Wisigoths, puis musulmane, juive et chrétienne, qu'on situe idéalement la

rencontre entre les sciences des Grecs recueillies par Al-Andalus – mathématiques, astronomie, chimie, médecine, géographie – «*sciences des Anciens* », *disaient les Arabes, et la pensée judéo-chrétienne*». En guise de conclusion à sa communication, Florence Delay nous fait partager son émoi :

«*Qu'on veuille bien me pardonner, confie-t-elle, de conclure ce moment consacré à l'harmonie sur l'émotion qui envahit lorsque l'espoir de vivre ensemble s'est perdu*».

Nous autres, de ce côté-ci de la *Mare nostrum*, nous avons, dans le cerveau, un lobe incurablement nostalgique à

l'égard de nos convivances perdues. Notre nostalgie n'a rien de revanchard et il est réconfortant, pour nous, de savoir qu'elle est partagée par les humanistes authentiques de l'autre rive, à l'exemple de Florence Delay ou de celui de Rodrigo de Zayas.

En conclusion à un épisode d'une série d'émissions télévisées coproduite notamment par la Cinquième et Canal Sur, et diffusée au cours de l'été 2000, sous le titre *Lorsque le monde parlait arabe*, l'éminent écrivain et musicologue sévillan donnait ainsi libre cours à un élan du cœur : «*Notre nostalgie en Espagne est d'un ordre plus moral et plus éthique. Les plus nostalgiques parmi*

(1) Une très vieille convivance | Académie française <https://www.academie-francaise.fr/une-très-vieille-convivance...>

nous sont les gens qui se rendent compte que nous avons été tronqués de deux parties essentielles de notre culture. Et pour paraphraser Villon, je dirais : Mais où sont nos juifs et nos musulmans d'antan? Et là, il y a une terrible nostalgie.»

La convivencia ! Il en fallait pour qu'au XIIe siècle, à Murcie, pût naître un grand mystique, Ibn Arabi (1165- 1240), dont se souviendra Dante en composant sa Divine Comédie. Faisant fi de tous les clivages, Ibn Arabi réussit à atteindre la vraie foi, l'œcuménisme au sens absolu, celui qui n'excommunie personne. En témoignent ces vers célèbres, expression d'un cœur qui professe la religion d'amour et qui accueille dans la même ferveur la fraternité des trois monothéismes ainsi que celle des idolâtres :

لقد صارَ قلبي قابلاً كُلِّ صورةٍ فمرعى
لغزلانٍ وُدَيْرٍ لِرُهبانٍ
وَبَيْتٍ لِأوثانٍ وَكعبةٍ طائفٍ وألواحٍ
توراةٍ ومصحفٍ قرآنٍ
أدينُ بدينِ الحُبِّ أَنِّي تَوَجَّهْتُ رَكَابُهُ
فَالحُبُّ ديني وَإِيماني

Traduisons :

Mon cœur est désormais ouvert à toute image :

*Il est pour la gazelle un pâturage /
Et pour le moine, un ermitage,
Temple païen, Kaaba, pour
circumambulant,
Des Tables de la Loi, un livre
de Coran.*

*Je professe l'amour, par-delà
ses convois.*

*Car l'amour, à tout vent, est mon
culte et ma foi⁽²⁾.*

Tout au long du XXe siècle, en deçà et au-delà des Pyrénées, pour le grand bien de l'histoire littéraire, la lyrique romane, celle des troubadours occitans et de leurs confrères castillans et toscans, a été mise en honneur grâce au grand débat que les milieux universitaires ont abrité et animé, en vue, notamment, de résoudre l'énigme des origines de cette poésie. Orientalistes et romanistes avec autant de conviction que de rigueur confrontèrent leurs thèses. Ce fut un échange passionnant, parfois passionné, à travers des publications et des colloques spécialisés, autrement dit loin, très loin du grand public. Aujourd'hui, nul spécialiste ne conteste globalement la thèse arabe.

En souvenir des érudits et des arabisants insignes tels que les Espagnols Jullian



(2) Mohyiddin b. 'Arabi, Turjumân al-Ashwâq (l'Interprète des ardents désirs), éd. Dar Sader, Beyrouth, 1966, p. 43.

(3) Charles Sallesfranke, art. Quand le soleil se levait à l'Occident, dans Cahiers du Sud, n° 326, 1954 p. 104.

(4) Pedro Martinez Montâves, Significado y simbolo de Al-Andalus, CantArabia Editorial, Caja Granada, 2011 p. 55.

(5) Id. Op. cit. p. 109.



Ribera, Asin Palacios, Emilio Garcia Gomez ainsi que les Français Lévi Provençal, Henri Pérez, Claude Cahen et autres Charles Pellat, il nous a été donné, dans nos propres essais, de rappeler ce débat, de l'actualiser en y apportant un certain nombre de touches et de retouches. Nous y avons ajouté, pour compléter le panorama des interpénétrations, un survol éclairant de ce que l'on a appelé depuis, la Renaissance orientale.

Nous avons d'entrée de jeu assigné à nos travaux essentiellement littéraires, une dimension largement culturelle. En remettant la question sur le tapis, nous entendions soustraire à l'oubli des strates, des éléments constitutifs de la culture méditerranéenne déjà submergée par un amas de connaissances souvent inutiles. Nous avons appelé à une reprise du dialogue euro-arabe en lui fournissant une raison supplémentaire, un motif autre que le pétrole et les nécessités du marché. Nous pensons que c'est à cette condition que l'exception méditerranéenne survivrait à la mondialisation.

De part et d'autre de la Méditerranée, contre les esprits chagrins et en dépit des aléas de l'histoire, il nous incombe de réécrire l'histoire, de la décharger de tant d'impuretés.

Lamartine disait : *«La postérité n'est pas l'égout de nos passions, elle est l'urne de nos souvenirs, elle ne doit garder que des parfums.»*

Loin de toute limpieza di sangre triomphante et de tout islamisme vindicatif, il nous faut, dans une approche laïque, aborder ce que l'on a appelé, a posteriori, la Reconquista, comme une longue guerre civile. Même si, aujourd'hui, les Arabes ne sont pas beaux à voir, nous autres, avons avec l'Espagne des liens du sens et du sang.

L'historien français Charles Salléfranque nous le rappelle :

«Les nobles arabes s'hispanisèrent très vite. Venus, sans leurs femmes [...], ils suivirent l'exemple de leur premier émir 'Abd al-'Aziz, qui épousa Egilona [...]. Au terme des trois ou quatre générations issues de ces unions mixtes, ils étaient physiquement peu différents de leur tributaires. Ribera va jusqu'à dire que les Omeyyades sont la plus authentiquement espagnole des dynasties ibériques. Ils l'étaient certainement plus – après deux siècles de mariages dans le pays – que les Habsbourg ou les Bourbons»⁽³⁾.

Dans le même esprit, le distingué héritier et continuateur de la prestigieuse école

arabiste espagnole, le professeur Pedro Martinez Montáves, nous a gratifié, il y a juste dix ans, d'un essai magistral, *Significado y simbolismo de al-Andalus*, fruit de sa longue fréquentation de l'histoire et de la littérature andalusiennes. Il y fait remarquer que ni les Bourbons (242 ans) ni la Maison d'Autriche (184 ans) n'atteignirent la longévité de la dynastie omeyyade (275 ans), ni celle des Nasrides, à la tête du royaume de Grenade (271 ans). La puissance militaire des deux dynasties andalouses n'explique pas, à elle seule, leur exceptionnelle durée. Celle-ci exigeait une politique éclairée et la capacité de vivre en bonne intelligence avec l'environnement⁽⁴⁾.

Les études andalusiennes n'ont pas dit leur dernier mot et le professeur Montáves le souligne : *«S'il existe dans notre passé une période nécessitant, plus qu'aucune autre, un surcroît de savoir et de réflexion, et de façon peut-être plus considérable et plus autorisée, c'est celle d'al-Andalus. S'il existe une connaissance historique de notre passé collectif qui demande absolument une réflexion stimulante, c'est celle relative à al-Andalus. Parce que, celle-ci, précisément, n'est ni figée ni une matière stricte du passé.»⁽⁵⁾*

Pour ma part, je me suis sans cesse inscrit, en toute modestie, dans cette réflexion toujours recommencée et qui se veut un appel et un rappel. Ce qui nous incite à réinterroger l'histoire.

En dépit du terrorisme, du racisme, de la guerre, nous autres Tunisiens, Maghrébins et Ibériques, dans l'esprit de notre CONVIVANCE/CONVICENCIA, nous sommes habilités à œuvrer en faveur de l'humanisme et de la paix dans le monde. 🇵🇸

A.K.

*In : VIe Rencontre internationale tuniso-espagnole des intellectuels et des écrivains (10-11 mars 2022).
Faculté des Lettres, des Arts et des Humanités de la Manouba*



Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux «DASRI» issus de la pandémie de Covid-19

Quels sont les risques et les menaces ?

Suite à l'urgence sanitaire de la pandémie de Covid-19 et à la production accrue de grandes quantités de Déchets d'Activités de Soins à Risques Infectieux (DASRI), ainsi que la génération des moyens de protection individuelle et collective (masques, flacons de gel ...), qui sont jetés en pleine nature, une campagne de sensibilisation sur les DASRI et spécifiquement issus de la pandémie de Covid-19 est lancée.



L'

objectif de cette initiative est de mieux cerner les DASRI, leurs risques, l'impact de la pandémie de Covid-19 sur la génération de ce type de déchets, et enfin de sensibiliser les acteurs et toute personne impliquée dans la mise en place et

l'application des protocoles et circuits pour la gestion de ces déchets. En effet, la quantité de déchets provenant des activités sanitaires en temps de pandémie de Covid-19 est estimée à 18 000 tonnes/an dont 8 000 tonnes considérées comme déchets dangereux. Cette campagne de sensibilisation est réalisée conjointement par le ministère de l'Environnement, le ministère de la Santé, l'Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANGed), l'Agence Nationale de Protection de l'Environnement (ANPE), avec l'appui de la GIZ à travers le projet «Protection du Climat à Travers une Economie Circulaire en Tunisie » (Protect), financé par le ministère fédéral de la Coopération économique (BMZ).

Dans le cadre de cette campagne, une conférence de presse sur les déchets d'Activité de Soins à Risque Infectieux

(DASRI) issus de la pandémie de Covid-19 a été organisée le 16 mars 2022 à Tunis, conjointement par le ministère de l'Environnement (MEnv), le ministère de la Santé, l'Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANGed) et l'Agence Nationale de Protection de l'Environnement (ANPE), en partenariat avec la Coopération allemande au développement (GIZ), par le biais du projet «Protect».

Cette conférence de presse s'est déroulée en présence de Mme Leila Chikhaoui Mahdaoui, ministre de l'Environnement, M. Samir Ouerghemmi, directeur générale au sein de la Direction de l'Hygiène du Milieu et de la Protection de l'Environnement (DHMPE), et M. Badreddine Lasmar, directeur général de l'Agence Nationale de Gestion des Déchets (ANGed).

Lors de son allocution, Mme Leila Chikhaoui a fait part de l'importance d'une meilleure gestion des DASRI, dans le sens où cela constitue une menace pour la santé des citoyens. Elle a mis aussi l'accent sur la nécessité d'intensifier les efforts en vue de sensibiliser les citoyens, les professionnels intervenants dans ce processus à relever les défis après la crise du Covid-19.





Quant à M. Samir Ouerghemmi, il a précisé qu'à la suite de l'urgence sanitaire, la quantité des DASRI a augmenté. A cet effet, un protocole a été mis en place dans les établissements sanitaires, les centres de vaccination, ainsi que les centres de confinement, où le tri se fait à la source dans des emballages spécifiques sécurisés. La collecte, le transport et la stérilisation sont assurés par des sociétés autorisées.

Pour sa part, le directeur général de l'ANGEd a mis l'accent sur les efforts déployés par les parties prenantes, à savoir le ministère de l'Environnement et ses organismes sous tutelle, le ministère de la Santé, la GIZ et toute l'équipe ayant participé à la conception et l'organisation de cette campagne pour l'instauration des bonnes pratiques en relation avec les déchets générés par la pandémie. Cette campagne a pour objectif de changer le comportement de tout public cible

par rapport à ces déchets et d'instaurer des bonnes pratiques vis-à-vis de l'être humain et de l'environnement.

M. Stephan Voss, chef du projet «Protect», a présenté les initiatives d'appui de l'Allemagne à la Tunisie dans ce contexte de la pandémie de Covid-19 ; et en particulier la composante « Riposte Covid-19 du projet « Protect » qui a pour objectif la sensibilisation du grand public sur la gestion et les risques des DASRI, ainsi que la mise en place d'une plateforme numérique pour assurer la traçabilité de ces déchets. Un aperçu des livrables de la campagne a été également cité et présenté, à savoir l'affichage urbain, l'habillage métro, les spots TV, les spots radio, la bande dessinée destinée aux écoliers.

التصرف في النفايات الصحية مسؤولية اجتماعية، تهمني وتهمك # بيدك تختار



giz



رÉPUBLIQUE TUNISIENNE
MINISTÈRE DE LA SANTÉ



وزارة البيئة
Ministère de l'Environnement



Agence Nationale de Gestion des Déchets
ANGEd



ANPE

L'Ifriqiya conquérante : la présence musulmane en Italie

C'est presque un lieu commun de dire que le Moyen Âge, c'est-à-dire la période de l'histoire de l'humanité qui s'étend du VI^e au XV^e siècle, coïncida avec l'apogée de la civilisation musulmane et de la puissance des Etats qui s'en réclamaient. On songe ainsi aux succès militaires des premiers califes successeurs du Prophète, puis des Omeyyades de Damas, des Abbassides de Bagdad, des Ayyoubides puis des Mamelouks d'Egypte et Syrie.

P

L'Ifriqiya (la Tunisie actuelle étendue à peu près à la Tripolitaine et à l'Est de Constantine), située à l'occident du monde musulman et gouvernée depuis la conquête par des gouverneurs nommés par les califes, réussit en l'an 800 à obtenir du calife de Bagdad un statut d'émirat

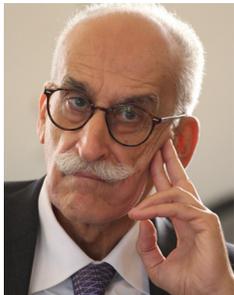
héréditaire sous la forme d'une dynastie vassale mais autonome, ayant Kairouan pour capitale. Cet émirat (800-909) donna rapidement la preuve de sa vigueur en engageant ses troupes dans des opérations de conquête en direction de l'Europe méridionale sous domination byzantine. Byzance était alors la grande puissance rivale de l'Islam en Orient et en Méditerranée. Le jihad était donc à l'ordre du jour et les émirs de Kairouan entendaient y contribuer. En fait, dès le VII^e siècle, c'est-à-dire au temps des gouverneurs arabes de l'Ifriqiya, des raids étaient menés à partir du Maghreb en direction des côtes européennes, sans toutefois mettre en péril la présence byzantine. En 652, sous le règne de Othman, troisième successeur du Prophète, une première incursion eut lieu mais sans lendemain. En 698, la Carthage byzantine est prise et, rapidement, un arsenal est construit à Tunis, assurant ainsi un essor de la marine de guerre.

■ L'émirat aghlabide en 900



L'objectif principal était la Sicile byzantine, réputée pour sa prospérité et sa position stratégique. En 740, alors que l'Ifriqiya est sous la domination des califes omeyyades de Damas, une expédition d'envergure est montée. L'antique cité de Syracuse, capitale de l'île, est prise. Mais, en 739-740, la grande révolte berbère contre la présence arabe contraint les troupes à repartir en Afrique pour rétablir l'ordre. En 669 et 752, Syracuse est pillée.

Mais ce n'est qu'au siècle suivant, à l'initiative des émirs aghlabides, que les expéditions maritimes à partir des ports de Sousse et de Tunis en direction de la Sicile voisine et de l'Italie méridionale se multiplièrent.



• Par Mohamed-El Aziz Ben Achour

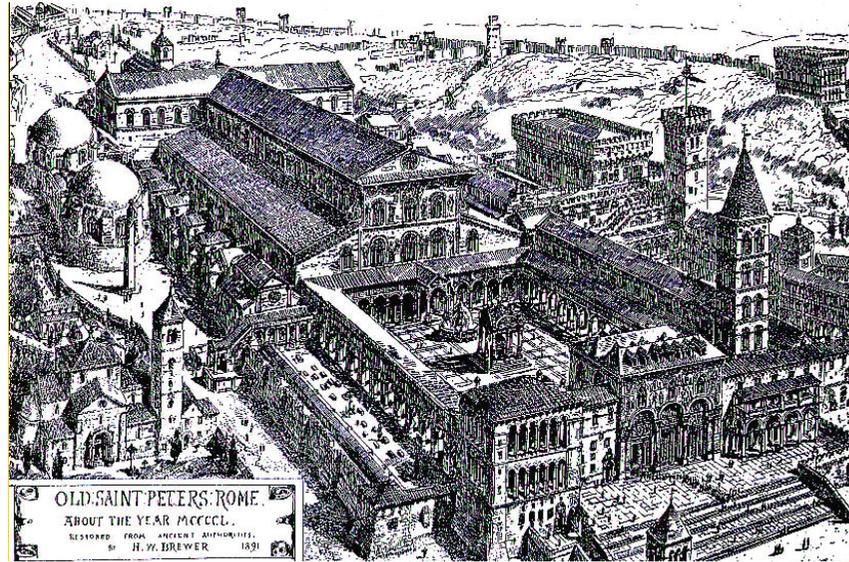
■ Emplacement de l'émirat de Bari situé dans les Pouilles sur l'Adriatique, de 847 à 871 (Carte actuelle de la péninsule)



En 826, un événement interne survenu à Syracuse allait donner aux Aghlabides l'occasion d'intervenir durablement. Le tourmarque (gouverneur) Euphémios (ou Euphémios - 800-828), refusant d'obtempérer aux ordres de son maître, l'empereur byzantin, qui l'avait condamné à subir une mutilation infâmante pour avoir contraint une nonne à l'épouser, entre en rébellion, prend Syracuse et vainc les troupes loyalistes. Prétendant à la fonction impériale depuis sa base sicilienne, il prend le titre suprême de basileus, mais n'obtient pas l'appui total de l'armée, et il est vaincu par un de ses officiers. Il se réfugie à Kairouan et noue une alliance politique et militaire avec l'émir Ziyâdat-Allah I (817-838) aux termes de laquelle l'ambitieux officier chrétien propose au prince musulman d'exercer sa souveraineté sur la Sicile.

Le 14 juin 827, une armée commandée par un célèbre ouléma partisan enthousiaste du jihad, le cadî Assad bin al-Furât (759- 828), embarque de Sousse. Composée, dit-on, de 10 000 fantassins, 700 cavaliers et quelque 100 navires appuyée par la flotte d'Euphémios, elle débarque au cap

■ L'Antique basilique vaticane de Rome reconstruite au VIe siècle. Outre l'attaque des Aghlabides en 846, les trésors de la basilique avaient été pillés au Ve siècle par les Wisigoths et les Vandales et plus tard par les Normands en 1084. (Vue d'ensemble par H.W. Brewer, 1891)



Granitola, à proximité de Mazara del Vallo. Le 15 juillet, les Aghlabides remportent une première victoire, mais ils sont stoppés quelque temps plus tard et contraints de se replier à Mazara. Des renforts venus d'Ifrîqiya et d'Espagne musulmane permettent à l'armée aghlabide de reprendre l'offensive aux dépens des Byzantins. En 831, Palerme est prise et devient la capitale sous le nom de Madînat Balerm ou Balermou. Toutefois, la

conquête de la nouvelle province s'avère malaisée en raison d'une résistance acharnée et de luttes internes. De sorte que ce n'est que quarante-sept ans plus tard, en 878, que Syracuse tombe. Des raids multiples sont lancés contre les places fortes byzantines. En 858, la puissante forteresse d'Enna, au centre de l'île chute. Quant à Taormina, il fallut attendre l'année 902 pour assister à sa conquête. Malheureusement, la



■ Le palais de la Zisa à Palerme

■ Palais de la Cuba de Palerme, construit dans le style arabo-normand en 1180 (photo Sebastian Fischer)



discordance chez les musulmans était présente. Les chroniqueurs Ibn Al Athîr et Ibn 'Idhârî, nous dit l'historien Nicolas Hautemanière, font en effet mention de «fitna-s», notamment une guerre entre Palerme et Agrigente en 899.

Au temps des califes fatimides, successeurs des Aghlabides à Kairouan de 909 à 973, les Byzantins, mettant à profit la révolte des insulaires et les rébellions ifriqiyennes de 943-946, réussirent à se maintenir dans l'extrémité orientale de la Sicile jusqu'en 965.

En 948, un émirat autonome et héréditaire est fondé par Hassan bin Ali al Kalbî, gouverneur de l'île. Dix princes de la dynastie kalbide vassale des Fatimides allaient régner sur la Sicile jusqu'en 1044. Une organisation administrative fut mise en place avec une répartition territoriale en trois districts (vallo): Mazara, comprenant toute la partie occidentale de l'île, y compris Palerme, capitale de l'émirat, au sud-est, Noto (avec Syracuse) et au nord-est, Demone. Son efficacité était telle qu'elle resta en vigueur sous toutes les dynasties suivantes.

Comme toujours, la menace politique et militaire que représentait « l'ennemi héréditaire », Byzance en l'occurrence, la politique de tolérance religieuse fut temporairement suspendue. Dans les années 960, après une offensive byzantine stoppée en 965, l'islamisation de la société sicilienne devint plus radicale. On procéda à un regroupement forcé des populations dans des médinas protégées et dotées d'une mosquée du vendredi, afin d'exercer une surveillance étroite sur les sujets et

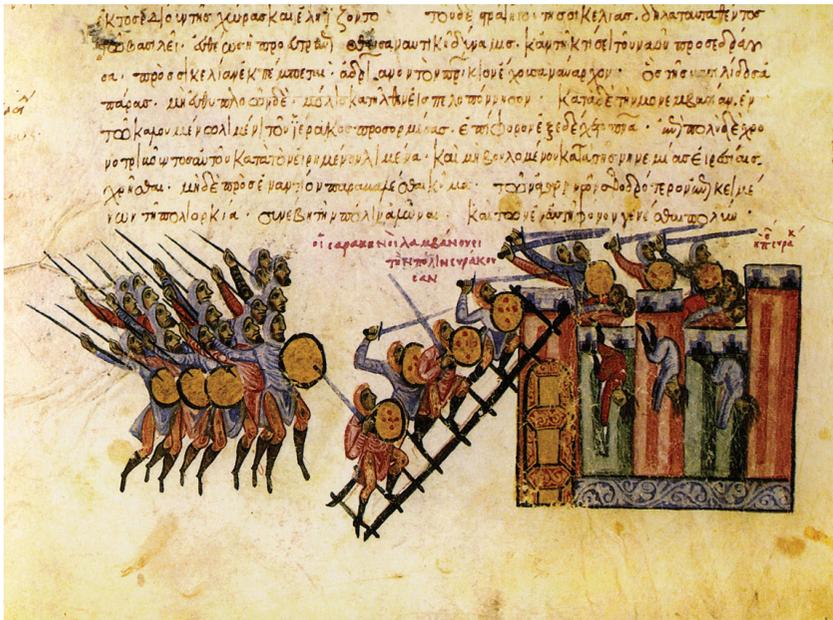
d'assurer leur endoctrinement. Les Kalbides, chiïtes comme leurs suzerains fatimides, menèrent cette politique non seulement en direction des non-musulmans mais aussi des sunnites, majoritaires.

L'émirat connut son apogée en 982, lorsqu'en juillet de cette année, l'armée musulmane vainquit les troupes du Saint Empire romain germanique commandées par l'empereur Otton



■ Eglise San Giovanni degli eremiti de Palerme. Autre exemple d'architecture arabo-normande

■ La prise de Syracuse en 878 (illustration figurant dans un manuscrit du XIIe siècle, Bibliothèque nationale de Madrid)



■ Siège de Messine tenue par les Byzantins par les troupes arabes en 1040 (même source que l'illustration précédente)



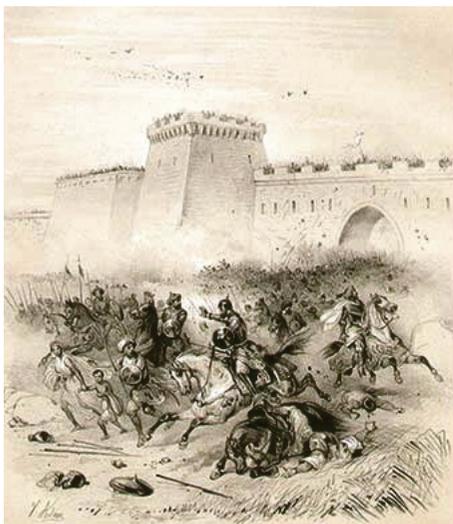
■ Musiciens arabes à la cour de Roger II

Il à la bataille de Stilo (ou du cap Colonne) en Calabre. Peu après, les difficultés s'accumulèrent, exploitées par des partisans des Byzantins. Les inévitables querelles familiales dressèrent le prince Ali contre l'émir, son frère Ja'far II. En 1015, un coup d'Etat est ourdi. En 1019, Palerme se soulève. Après une restauration de l'autorité due à des succès militaires face aux chrétiens, un mauvais choix de politique intérieure suscita le mécontentement d'une partie de la population. En 1035-36, les meneurs se rendirent à Kairouan et supplièrent le prince ziride Al Moez bin Bâdis de leur prêter assistance. Cet émir, qui avait rompu avec son suzerain, le calife

fatimide du Caire, et adopté le sunnisme, lorgnait déjà la Sicile. Il répondit donc favorablement à la requête des insurgés palermitains et confia à son fils Abû Hafs Abdallah le commandement d'un corps expéditionnaire. Palerme est occupée par les troupes ifriqiyennes et l'émir kalbide est exécuté. Mais au bout de quelques années, les insulaires, décidément bien turbulents, se soulèvent, obligeant le contingent ziride à repartir en Ifriqiya, laissant l'île en proie à l'anarchie. Une ultime tentative de restauration kalbide se dessine et en 1038, l'émirat réussit même à repousser une armée byzantine commandée par un général du nom de Georges Maniakès. Celui-ci tenta de reconquérir la Sicile, prit un certain nombre de villes mais dut battre en retraite en 1042. Toutefois, le coût élevé que représenta l'effort de guerre affaiblit les finances de l'émirat et précipita la chute des Kalbides. Leur pouvoir fut contesté de toutes parts par les gouverneurs (caïds) qui s'érigèrent en potentats indépendants, accélérant ainsi la désagrégation de la Sicile musulmane jusqu'à la conquête normande en 1091.

Cela dit, l'importance de la longue domination musulmane sur la Sicile ne doit pas nous faire oublier les entreprises des musulmans en direction de la péninsule italienne. L'extension du territoire de l'Islam, la recherche du butin, légitimée par la religion, avaient donné lieu à des expéditions en direction de la terre ferme. En août 846, un débarquement à Ostie et Portus réussit et les assaillants musulmans se dirigent vers Rome. L'Antique Basilique Vaticane, les basiliques Saint-Pierre et Saint-Paul-hors-les-murs sont investies malgré la résistance des combattants lombards, francs et autres germains. Des historiens modernes tel le chercheur Giuseppe Mandalà, corrigeant l'interprétation réductrice

■ **Combats sous les remparts de Bari lors de la campagne de Louis II contre l'émirat (866-871)**



de cet événement, c'est-à-dire un raid destiné à réaliser un butin considérable, soulignent que l'objectif de l'émir aghlabide Ibrahim bin Ahmed (875-902) s'inscrivait dans un projet plus ambitieux de conquête de Rome et de la péninsule italienne. Mais Ibrahim mourut pendant le siège de Cosenza en 902.

Au lendemain de l'attaque sur Rome, les Aghlabides sont repoussés du Latium et contraints de rembarquer. En 849, une coalition regroupant les Etats pontificaux et les duchés de Naples, Amalfi et Gaète vainc la flotte « sarrasine » (comme on disait alors en pays chrétien) lors de la bataille d'Ostie. A Rome même, le pape Léon IV, soucieux de parer à une nouvelle attaque, fit édifier entre 848 et 852 la Cité léonine, un quartier protégé par un rempart pour défendre la basilique Saint-Pierre contre d'éventuelles incursions musulmanes. Le raid sur Rome n'inaugura pas une présence territorialement étendue des émirs de Sicile en Italie péninsulaire. Toutefois, la puissance musulmane s'affirma nettement en Calabre où les Aghlabides prirent pied malgré la présence byzantine et occupèrent les villes de Tropea, Santa Severina et Amantea de 839 à 885, et dans les Pouilles, à Brindisi, Tarente (Taranto) et Bari. Tarente demeura entre les mains

de musulmans de 840 jusqu'à la chute de cette entité en 883. Les chefs de ce qui était, semble-t-il, davantage un camp retranché qu'un émirat avaient été appelés à l'aide, en 841, par Radelchi ou Radalgis, un dignitaire de Bénévent (Benevento, en Campanie) qui convoitait le trône de ce duché et qui, de ce fait, se trouvait engagé dans une lutte armée avec l'héritier présomptif. Cette alliance avec des forces militaires musulmanes n'était pas une nouveauté dans la péninsule. En 835, Andrea II, duc de Naples, en difficulté face aux troupes de son ennemi, Sicardo de Bénévent, appela à son secours l'émirat de Sicile. Les soldats musulmans, venus à la rescousse, libérèrent Naples qui signa avec la Palerme aghlabide un traité d'amitié et de commerce.

Toujours dans les Pouilles, Bari fut le siège d'un émirat musulman autonome fondé en 847 par un certain Khalfûn, un chef de guerre berbère venu de Sicile. Lui aussi était l'allié de Radelchi et, à diverses reprises, engagea ses troupes sur terre et sur mer à ses côtés. Son successeur, Mufarraj, n'ayant pas obtenu du calife abbasside l'investiture en qualité de chef d'un émirat vassal et héréditaire, passa outre et réussit à étendre son pouvoir à la région des Pouilles avant d'être assassiné en 857. Un autre chef de guerre aghlabide, Sawdân, originaire probablement de Mazara, se proclama émir de Bari et, en 864, obtint la bénédiction du calife de Bagdad. Il participe en première ligne au siège de Raguse tenue par les Byzantins (actuelle Dubrovnik en Croatie) de 866 à 868 et commande la flotte musulmane. Ayant appris l'arrivée imminente d'une armada partie de Constantinople pour prêter main-forte aux assiégés, les musulmans se replient sur Bari.

Féroce en temps de guerre, Sawdân fut cependant un émir avisé, tolérant et ami des arts et des lettres. Il fit de Bari la capitale d'un Etat authentique.

Cependant, à partir de 866, Louis II «le Jeune», empereur carolingien et roi d'Italie, entreprend une campagne de reconquête de Bari et de sa région avec l'appui de l'empereur byzantin. Sawdân est vaincu en 871 et emmené en captivité. L'émirat disparaît et Bari repasse sous la domination chrétienne. Victime à son tour des vicissitudes consécutives aux querelles au sein de la Chrétienté, Louis II qui, paraît-il, intriguait avec son illustre prisonnier, fut déposé en septembre et chassé de Bénévent. Lorsqu'il mourut en 875, Bari retomba dans le giron byzantin jusqu'en 1071, date de la victoire des Normands qui marqua la fin de la présence byzantine en Italie.

Hors d'Italie, une expédition est organisée en direction de Malte qui est prise aux Byzantins le 28 août 870 par l'armée du 8e émir aghlabide Muhammad II bin Ahmed (dit Abû al Gharâniq). L'archipel maltais allait rester sous domination musulmane jusqu'en 1091, soit plus de deux siècles. Dans les années 1240, les musulmans, encore présents à Malte, sont expulsés sur ordre de l'empereur Frédéric II. Toutefois, la conquête aghlabide et



■ **Le général byzantin Georges Maniakès (manuscrit de la Bibliothèque nationale de Madrid)**

l'arrivée de colons ifriqiyens eurent une forte influence au niveau linguistique, de sorte que, jusqu'à une époque récente, le maltais fut particulièrement proche de l'arabe tunisien. Cette empreinte arabe est attestée aussi dans la toponymie.

De cet épisode passionnant, souvent glorieux, de la suprématie musulmane en Sicile, l'histoire a retenu bien plus que des conquêtes et des prouesses guerrières : un apport de haute civilisation. Il faut saluer ici les travaux pionniers de l'historien italien Michele Amari qui, au XIX^e siècle, fut le premier à mettre en lumière la contribution des musulmans du Moyen Âge à l'épanouissement de la Sicile. Au plan urbanistique, Palerme connut une croissance telle qu'elle compta rapidement parmi les villes les plus peuplées au monde. 200 000 habitants, voire plus selon certains chroniqueurs et voyageurs. Dans cette métropole, comme dans le reste de la Grande île, la culture sociale se distinguait par la tolérance vis-à-vis des juifs et des chrétiens. Dans le domaine économique, l'agriculture se développa et se diversifia grâce à une redistribution foncière et de nouvelles techniques d'irrigation.



■ Roger I de Sicile (1031-1101)

Les Aghlabides introduisirent les agrumes, notamment dans la plaine de la Conca d'Oro autour de Palerme. La culture de l'olivier, des céréales, de la canne à sucre connut une grande extension. L'artisanat - dont le textile - prospéra. Tout cela donna lieu à des échanges commerciaux avec les villes de la péninsule italienne telles que Naples, Amalfi, Gaète et Venise, ainsi qu'avec le Maghreb et l'Orient.

L'empreinte de cet islam d'ouverture était telle que sous la dynastie normande de Sicile, la culture arabe resta vivace. La vie culturelle s'exprimait en arabe mêlé de sicilien et l'on écrivait à l'aide de l'alphabet arabe. Au lendemain de la conquête normande, la langue de l'administration, pendant au moins un siècle, demeura l'arabe. A la cour des rois de Sicile, savants et érudits musulmans brillaient par leurs connaissances et leurs réalisations. Ainsi d'Al Idrissi (1101-1170), célèbre géographe, historien et auteur du *Libro di re Ruggero* (*Kitâb nuzhat al musâtâq fi ikhtirâq al âfâq*), rédigé à la demande du roi Roger II, roi de Sicile (1130-1154); et plus tard d'Ibn Dhaffar al Siqillî («Le Sicilien»), auteur, au XII^e siècle, de *Sulwân al mutâ' fi 'udwân al atbâ*, considéré par certains spécialistes comme une préfiguration du Prince de Machiavel. L'Imâm Al Mâzrî, ouléma illustre d'époque normande mort en odeur de sainteté



■ Survivance dans les années 1960 d'une technique d'irrigation par noria introduite par les Arabes dans la campagne de Bari (photo de Giosuè Musca, *L'emirato di Bari 847-871*, éd. Dedalo Libri, 1967 et 2000)

à Mahdia en 1141 et enterré à Monastir, était, lui aussi, originaire de Sicile. Dans le domaine architectural, les monuments d'époque normande témoignent de la vigueur des influences arabo-musulmanes telles qu'on peut les admirer aujourd'hui à la chapelle Palatine, à San Giovanni degli Eremiti, ou aux palais de la Zisa et de la Cuba.

Toutefois, à partir de 1194 et durant deux siècles, les dynasties européennes régnantes souabe Hohenstaufen, capétienne et aragonaise n'eurent de cesse de latiniser et de rechristianiser la Sicile. Sans doute aussi, le caractère multiconfessionnel et tolérant de la Sicile normande fut-il davantage une survivance incontournable de l'époque musulmane que le résultat d'une option définitive des nouveaux maîtres. C'est ainsi que des musulmans furent victimes de pogroms dans les années 1160. Sous la dynastie des Hohenstaufen, entre 1223 et 1225, à la suite de la révolte de Mohammed bin 'Abbad (1219-1246) - un descendant et homonyme d'un résistant à la conquête du XI^e siècle - ils furent déportés en masse (entre 16 et 20 000 personnes) à Lucera dans les Pouilles sur ordre de l'empereur Frédéric II (1194-1250). L'islam ne cessa dès lors de régresser jusqu'à disparaître à la fin des années 1240.

Retenons enfin que dans le sud de l'Europe, continent alors en pleine recomposition territoriale et politique due à la compétition entre divers pouvoirs chrétiens, les musulmans jouèrent un rôle de première importance. En tant que conquérants bien sûr, mais aussi en tant que force militaire sollicitée par divers potentats aux prises avec leurs rivaux. Pour les uns et pour les autres, les notions de jihad sur la voie d'Allah et de guerre sainte au nom du Christ étaient souvent bousculées par les contraintes politiques et militaires qui, toujours dans l'histoire des Etats, conduisent à des compromissions «sacrilèges» mais bienvenues. ■

Med.A.B.A

Le phénomène associatif à l'époque romaine*

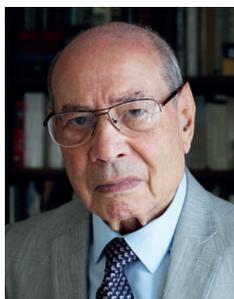
Dans l'Antiquité hellénistique et romaine, le phénomène associatif était très répandu, en particulier parmi les humbles, ces «humiliores» ou «tenuiores» qui n'avaient pas d'attaches personnelles avec un grand personnage, et qui ne pouvaient bénéficier de quelque considération, d'une certaine dignité et d'une relative sécurité que grâce à leurs associations. Très nombreuses étaient donc, dans les villes, les sociétés auxquelles les textes épigraphiques donnaient des appellations diverses, «collegium» ou «corpus», ou aussi «sodalitium», mais qui étaient avant tout des structures de sociabilité, comme le montrent les noms d'amis ou de compagnons (*socius*, *sodalis*) qui qualifiaient leurs membres.

L

plupart tendaient moins à remplir leur fonction déclarée qu'à faire vivre ensemble en maintes occasions leurs adhérents, les deux préoccupations populaires étant de festoyer et de s'assurer des funérailles décentes ; comme ces groupements de vote dans les cités, rassemblés dans les «*curies*» ou les «*tribus*», qui se réunissaient en dehors de toute échéance électorale et de tout contexte politique, pour assister ensemble et réagir à l'unisson pendant les spectacles, et pour partager les repas des banquets.

Très lapidaires, les multiples inscriptions ne mentionnent généralement que le nom de l'association et celui de son patron, qui était aussi souvent son généreux évergète. Parfois était indiqué un règlement intérieur, avec un album qui livrait la liste des adhérents, dont le nombre, très variable, ne comptait quelquefois que des

dizaines, atteignait souvent des centaines, mais ne dépassait pas normalement le millier. Diverse était leur finalité proclamée, découlant d'un intérêt commun ou d'un lien antérieur. Certains collèges rassemblaient des militaires, d'un grade en général comparable, et d'autres des esclaves et des affranchis, qui appartenaient ou avaient appartenu à une vaste «*familia*», celle de l'empereur par exemple, dans l'une de ses résidences, ou celle d'un grand personnage comme cette «*clarissime*», membre de l'ordre sénatorial, au début du II^e siècle, qui s'appelait Sergia Paullina et dont la nombreuse domesticité avait constitué une association. Tolérées ou même encouragées, les unes par les chefs militaires, les autres par les patrons des «*familiae*», ces sociétés n'étaient pas susceptibles de causer la moindre inquiétude à l'autorité militaire, ni aux maîtres et patrons des esclaves et des affranchis.



• Par Ammar Mahjoubi

(*) Source principale : la synthèse de François Jacques dans le manuel de la « Nouvelle Cléo ».



Les plus attestées par l'épigraphie étaient les associations des professionnels ; elles rassemblaient surtout des commerçants et des transporteurs, des ouvriers et des artisans. Ces derniers étaient désignés par le terme vague de «*fabri*» et le nombre de leurs sociétés, dans les villes économiquement développées comme le port d'Ostia en Italie ou la cité de Lyon, atteignait le pullulement. Les métiers étaient alors précisés et on distingue, par exemple, parmi les 17 collèges connus de Lyon, des flotteurs, des vendeurs et fabricants de textiles et des charpentiers. Parmi les transporteurs, les plus connus sont les naviculaires et les armateurs maritimes, les nautes et les bateliers.

Nombreux étaient les affranchis parmi ces professionnels, les esclaves étant cantonnés dans les métiers les moins reluisants.

D'autres sociétés avaient des intitulés spécifiquement religieux, quoique servant aussi à des fins très variées, car les adhérents y entraient avec leurs personnalités différentes et leurs besoins. Les plus répandus étaient les collèges des «*dendrophores*», des associations de prêtres voués au culte de Cybèle, la mère des dieux ; leur nom était dû aux arbustes et aux branches d'arbres qu'ils portaient pendant les fêtes de la déesse. Mais même si ces collèges étaient parfois de véritables groupements religieux, qui

honoraient un dieu exclusif, la plupart n'étaient, avant tout, que des confréries essentiellement funéraires, placées sous la protection d'un dieu ; comme cette confrérie de la capitale romaine, dont les dévots s'étaient placés sous la tutelle d'Esculape et de Hygie. Plus fréquemment, ces confréries étaient plurifonctionnelles, mais avec deux fonctions conviviales déclarées ou latentes qu'elles remplissaient constamment, celles de donner à leurs adhérents l'occasion de banqueter ensemble et de leur assurer des funérailles décentes, avec plus ou moins de dépenses assumées par un véritable système mutualiste. Ensevelissement décent, d'autant plus désiré que les cadavres des pauvres et des esclaves étaient

régulièrement jetés à la voirie et n'avaient pu trouver quelques monnaies pour leur bûcher ou leur sépulture.

Les plus riches de ces associations assuraient à leurs membres des funérailles coûteuses, avec une sépulture dans un cimetière spécifique, en y ajoutant parfois des cérémonies commémoratives à leur mémoire. Les dépenses consenties n'étaient pas à la portée de la plupart des confréries. Seules celles des plus fortunés pouvaient exiger de leurs adhérents le versement d'un droit d'entrée élevé avec l'obligation d'être à jour de leurs cotisations. Ces sociétés pouvaient même disposer de leur propre local, une «schola» aménagée pour les réunions et les activités du groupe. L'origine de ces fondations funéraires était le culte périodique des morts. En la créant, le fondateur de l'association ne se fiait plus aux héritiers et voulait s'assurer juridiquement les droits que la coutume et les traditions assuraient aux morts.

Dans beaucoup de villes de l'Empire existaient aussi des associations qui rassemblaient les jeunes adultes (*iuvenes*) ; à l'exemple des associations d'éphèbes, dans les cités grecques. Attestées même dans les cités pérégrines, qui n'avaient pas obtenu le statut romain, elles n'étaient pas réservées, comme on le croyait, à la jeunesse dorée de la ville, car à côté des fils de notables s'y trouvaient des plébéiens, et parfois même des affranchis et des esclaves. Leur mode de recrutement est encore obscur et leur rôle est également discuté ; on sait seulement que les «*iuvenes*» participaient tapageusement aux fêtes civiques, mais on a renoncé à leur attribuer

cette fonction de milice locale qui leur avait été auparavant assignée. La direction de ces collèges de jeunes gens était assurée par les fils de notables qui siégeaient au Sénat de la cité (notables qui remplissaient la fonction de «*décursions*»), et ils pouvaient être coiffés par des préfets, qui avaient revêtu les magistratures municipales.

Les structures de ces sociétés imitaient celle de la cité. Aussi étaient-elles qualifiées, parfois, de «*res publica*». Elles disposaient d'une caisse particulière et avaient leurs administrateurs et leurs dignitaires qualifiés d'«*honorés*» ou d'«*exemptés*», car ils étaient dispensés des charges municipales. Ces dirigeants votaient des décrets, recevaient des donations, décidaient d'élever des statues aux bienfaiteurs de l'association, qui devenaient leurs patrons tutélaires. La société les choisissait parmi les *décursions*, notabilités de la cité qui siégeaient au Sénat local et, aussi quelquefois, parmi les membres des ordres nobiliter, sénatorial ou équestre. Mais malgré ce lien qui les rattachait aux notables, ces associations ne regroupaient que des «*tenuiores*», avec cependant une exception, celle des collèges de «*iuvenes*».

Malgré leur pullulement, ces sociétés n'avaient pas, de façon générale, un statut légal, qui n'était accordé, par décret du Sénat romain, qu'à une minorité d'associations officiellement accréditées et était l'équivalent d'une reconnaissance d'utilité publique, qui confirmait et récompensait des services rendus à la collectivité. A l'exemple des «*fabri*» cités par les inscriptions, dont la fonction indispensable était celle de nos pompiers. Sans statut légal, ces associations n'étaient

donc que tolérées et constamment maintenues sous la menace d'une dissolution. Tolérance qui n'était pas exempte de méfiance, car dès les débuts du régime impérial, des troubles politiques, auxquels des collèges étaient plus ou moins mêlés, avaient éclaté à Rome. Des lois de César et d'Auguste avaient réglementé la surveillance de ces groupements par les autorités à Rome et dans des villes des provinces, où leur contrôle était assuré par les instances municipales. Mais ça ne les empêchait pas de permettre à une partie plus ou moins importante de la plèbe de participer activement à la vie civique, tout en servant en même temps de relais et d'interlocuteurs pour le pouvoir impérial.

Mais s'ils transgressaient les desseins déclarés ou implicites de leurs activités associatives, les dangers occasionnés par les collèges pouvaient s'avérer plus graves que l'agitation des foules inorganisées. A Pompéi par exemple, à l'issue d'une vieille querelle entre la cité et la ville voisine de Nocera, une bagarre sanglante opposa sur les gradins de l'amphithéâtre les spectateurs des deux cités, en 59 après le Christ. Tous les collèges de Pompéi furent dissous, car ces associations étaient à l'origine des troubles fréquents qui éclataient lors des spectacles. Plus sérieuse encore pouvait être l'agitation provoquée par les collèges dans les grandes villes frondeuses de l'Orient ; ce qui explique la décision d'interdire toutes les associations, y compris les groupements religieux, dans la province du Pont-Bithynie (au nord-ouest de l'Asie Mineure, en Turquie actuellement) au début du II^e siècle. Décision prise par le gouverneur Plinius le Jeune à l'instigation de l'empereur Trajan. ■

A.M.

Le Centre d'appel QNB, toujours à votre service pour répondre à tous vos besoins.



Lu pour vous

Rafik El Kamel

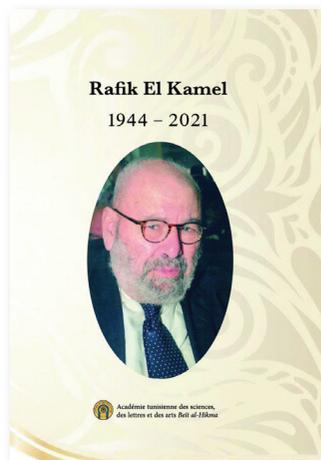
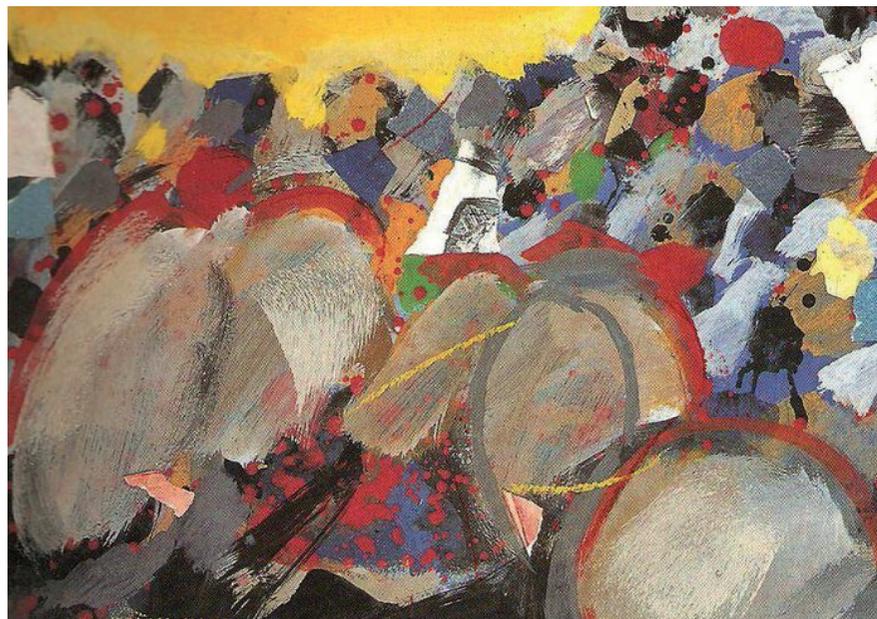
Un livret en hommage à l'artiste-peintre

Un an après sa disparition, le 12 mars 2021, l'artiste peintre Rafik El Kamel vient de faire l'objet d'un premier hommage posthume, digne de son parcours, de son œuvre et de son personnage. Il s'agit

d'un livret d'une centaine de pages, en arabe et en français, édité par l'Académie tunisienne des sciences, des lettres et des arts, Beit al-Hikma. Il regroupe les témoignages de disciples, d'artistes-peintres, de critiques d'art et d'amis, avec un album photo en illustration. Tour à tour, Khaled Bachhamba, Moncef Guellaty, Moncef Haddad, Sleh Hamzaoui, Jack Lang, Albert Siméoni, Youssef Seddik, Zoubeir Lasram, et Rachida Triki égrènent, dans la partie en langue française, souvenirs personnels et évoquent une œuvre de grand talent.

En analystes et critiques d'art, qui avaient eu des rapports très étroits avec Rafik El Kamel, Sami Ben Ameer, Fateh Ben Ameer, Habib Bida et Khelil Gouiaa traitent dans la partie en arabe d'une démarche artistique qui a marqué son œuvre.

Cette excellente matière gagnerait à servir de base à un grand livre d'art que méritent largement Rafik El Kamel et son œuvre.



بوغا

و

AZIZ

حكاية

حبيب

DEPUIS 8 ANS

Boga mon Amour



Ahmed Néjib Chebbi

Des mémoires nourries de réflexions et de propositions d'avenir

Jamais un militant politique au long et si riche parcours n'aura été, comme lui, si proche d'accéder à la présidence de la République, au lendemain du 14 janvier 2011. Ahmed Néjib Chebbi, figure de proue de la gauche tunisienne, leader du Parti démocrate progressiste (PDP) et totalement investi dans la transition démocratique annoncée, était le mieux placé pour occuper cette haute charge. Rapidement, le vent tournera en sa défaveur. Les élections de l'Assemblée nationale constituante (ANC), le 23 octobre 2011, viendront sanctionner sévèrement son parti, relégué au cinquième rang et n'obtenant que 16 sièges sur 217. Choc profond et totale désillusion, difficile de s'en remettre à ce jour.

Que s'était-il passé ? Et qu'en est-il depuis lors ? Avant d'y répondre, d'où vient Ahmed Néjib Chebbi ? Où plongent ses racines ? Et quelles sont ses analyses aujourd'hui de la situation et ses propositions pour une sortie de crise ?

Autant de questions qui trouvent réponse dans un livre intitulé *Ma vie, mon itinéraire* qu'il vient de publier aux Editions Mots Passants. Conçu dans une formule deux en un, il restitue dans la première partie son propre récit des années vécues, alors qu'il consacre la seconde à ses analyses et réflexions.

Ruptures, évaluations...

Sur plus de 400 pages, le lecteur découvre à la fois la trajectoire d'Ahmed Néjib Chebbi et ses réflexions. La trajectoire de plus de cinquante ans d'un engagement militant intensif, évoluant du panarabisme à la gauche, de l'opposition à

la participation (éphémère) au lendemain du 14 janvier 2011 à un gouvernement d'union nationale, est faite de ruptures, non impulsives comme il l'explique, mais fondées par des évaluations et une relecture des nouveaux contextes. Quant à ses réflexions, elles se nourrissent à chaque étape des données réelles sur le terrain et des enseignements tirés de chaque expérience.

Dès le début du livre, le parcours personnel de l'auteur s'inscrit dans celui de la Tunisie, épousant les différents événements, cherchant à élucider des énigmes, trouver un fil d'Ariane, expliquer les facteurs déterminants. Ahmed Néjib Chebbi poursuit son récit, couvrant les élections du 23 octobre 2011, la formation de la Troïka, l'instauration de l'ANC, les tentatives de rassemblement des forces démocratiques, la création d'Al Jomhoury (avec notamment Afek Tounès), puis de l'Union pour la Tunisie (avec Béji Caïd Essebsi) et d'autres initiatives. Il s'arrête longuement sur le Dialogue national, puis les élections de 2014 et 2019.

Du baathisme à El Amel Ettounsi, en passant par le Rassemblement socialiste progressiste, le Parti démocrate progressiste, le gouvernement, la prise de distance à l'égard de l'exécutif, la « concertation » avec Ennahdha et de longues périodes d'affrontements avec les islamistes, Ahmed Néjib Chebbi vogue en toute subtilité, quitte à changer de cap. Dans ce récit soigneusement rédigé, documenté, harmonieusement agencé, le lecteur s'arrêtera surtout sur le caractère de l'auteur. Il découvre en lui un grand lecteur qui profite de chaque moment de suspension, en prison, dans la clandestinité, en exil, ou loin des charges politiques, pour lire et lire tout ce qui lui tombe sous la



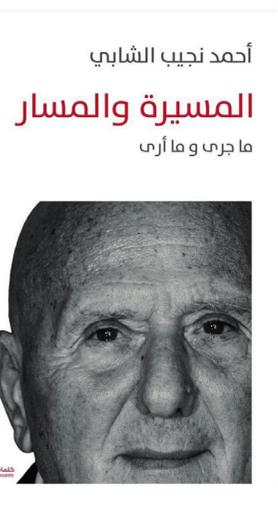


main. L'ouvrage révèle également la puissance des relents capables d'animer des jeunes de sa génération et d'attiser le militantisme de ceux qui s'engagent en politique.

Désamour

Plus d'un demi-siècle de lutte contre l'oppression et de combat pour les libertés et la démocratie, faits d'arrestations, de torture, d'emprisonnement, d'exil, de clandestinité et de résistance intensive sur tous les fronts ne vaudra pas grâce à Ahmed Néjib Chebbi, aux yeux des Tunisiens. Le séisme révolutionnaire de 2011, les manœuvres d'Ennahdha et de ses alliées dans la Troïka, le CPR et Ettakatol et des erreurs stratégiques et tactiques saperont alors un élan pourtant bien engagé. L'échec sera cuisant et la défaite pesante. Ahmed Néjib Chebbi n'est pas à la première épreuve qu'il endure depuis qu'il avait mis les pieds à l'étrier politique en 1964... Et même, bien avant, depuis qu'il avait vu son père, Maître Abdelaziz Chebbi, militant de la cause panarabe, proche de Salah Ben Youssef, contraint à fuir en Libye, pour échapper à l'arrestation en janvier 1956.

A ce jour, la question reste posée : pourquoi n'a-t-il pas su incarner auprès des Tunisiens la stature d'un homme d'Etat et gagner leurs suffrages pour faire aboutir la transition démocratique ? Dans ce désamour confirmé par les scrutins, quelle est la part de ses adversaires et celle qui lui revient ? Victime d'un rejet de l'ancienne classe politique, tous partis confondus ? Desservi par un parti qui n'a pas su se rendre fort et solidement ancré sur le terrain ? Positionnement politique mutant, difficile à suivre et discours éclectiques ? Tout à la fois, expliquent des analystes.



Il reste cependant une figure emblématique d'une génération démocrate militante et d'une époque essentielle de l'histoire récente de la Tunisie.

Un livre à lire. 

Trajectoire et réflexions

Très tôt, Ahmed Néjib Chebbi était tombé dans la politique, pour mener un grand combat pour ses idées. Jeune bachelier, il partira à Paris, le 30 septembre 1964, s'inscrire en médecine. Happé par l'effervescence politique qui régnait alors au Quartier Latin et parmi les étudiants tunisiens, il fera rapidement son apprentissage des grandes idées panarabes, de gauche et d'autres mouvements dans le monde, nourri de lectures et de discussions, attiré surtout par les tendances baathistes. Cet engouement l'éloignera des études de médecine et il décidera ainsi de rentrer à Tunis, en 1966, et changer de filière, optant pour le droit, comme son père.

L'université tunisienne était alors en ébullition, montant à son paroxysme avec les événements de juin 1967, enchaînant grèves et manifestations. Chebbi s'y impliquait de toute son énergie, ce qui lui vaudra d'être arrêté le 23 mars 1968, torturé et condamné à 11 ans de prison qu'il commencera à purger à Tunis avant d'être transféré au sinistre Borj Erroumi. Heureusement que deux ans après, il bénéficiera d'une grâce présidentielle, sous forme de mise en liberté conditionnelle et assignation

à résidence à Béja. Sa décision était alors prise : s'exiler, en franchissant clandestinement les frontières avec l'Algérie, puis regagner Paris. Ce qu'il réussira à faire en 1971.

A Paris, de nouveau, Ahmed Néjib Chebbi adhèrera au mouvement El Amel Ettounsi, se rendra en Irak, au Liban, en Syrie, sera désigné pour effectuer un voyage d'études en Chine. Six ans plus tard, il rentrera secrètement en Tunisie (1977) pour plonger dans la clandestinité. Traqué, condamné à plus de 32 ans de prison, il s'avisera qu'il a intérêt à retourner en France, en 1981, reprenant le chemin montagnard des frontières algériennes.

Ce récit se prolonge, avec de multiples rebondissements, des allers-retours, la création du Rassemblement socialiste progressiste (1983), le lancement du journal Al Mawkef, la grève de la faim observée à Tunis avec sept autres militants de divers partis, y compris Ennahdha, le 18 octobre 2005, en marge du SMSI...

On arrive à 2010, et surtout au lendemain même du 14 janvier 2011. Ahmed Néjib Chebbi sera appelé par Mohamed Ghannouchi qui lui proposera de faire partie



d'un gouvernement national, et occuper un important ministère. Il choisira, à la surprise générale, celui du développement régional, et s'en expliquera dans son livre. Il rapporte de cette expérience qui sera de courte durée (janvier-mars 2011) un témoignage exceptionnel sur les coulisses du pouvoir à la Kasbah et à Carthage, les discussions en Conseil des ministres, les divergences sur des décisions clés comme l'amnistie générale ou l'incorporation de la Garde nationale au sein de l'armée que réclamait le général Rachid Ammar et autres dossiers très chauds.

Bourguiba, l'islam politique et la réforme institutionnelle La seconde partie du livre d'Ahmed Néjib Chebbi, voulue programmatique, ne manque pas d'intérêt. Alors que très peu d'idées sont actuellement mises en débat, il a tenu à se prononcer sur des questions de fond, tant politiques qu'économiques et sociales, en y apportant ses propositions. Mais avant de s'y atteler, il a évoqué Bourguiba, la question arabe et l'islam politique. Loin de chercher à solder un vieux différend personnel et familial avec Bourguiba, il a revisité, sur près de 50 pages, le personnage, le parcours et la méthode. Contre toute attente, et après des croisements analytiques multiples, sans concession quant aux tendances autocratiques et aux abus commis, Ahmed Néjib Chebbi n'hésite pas à affirmer son adhésion à nombre de positions prises et d'approches adoptées. A la limite, s'il se défend farouchement d'être bourguibiste, il peut paraître comme bourguibien.

Sur la question arabe, l'analyse prend ses racines dans la pensée arabe contemporaine et l'évolution de la situation dans les pays de la région, avec comme question centrale la cause palestinienne et pivot, le nationalisme arabe. Ahmed Néjib Chebbi, en fin connaisseur, et en témoin, ne manque pas de pertinence dans le traitement de cette question.

L'islam politique bénéficie dans ce livre d'un traitement avisé, bien documenté. Son verdict est sans appel : inciter les forces démocratiques et réformatrices à maintenir la pression politique et intellectuelle sur le phénomène islamiste afin de rompre avec le salafisme de manière totale et effective, pour se convertir en parti conservateur de tendance démocratique.

Analysant le paysage politique, en évitant toute nostalgie du passé, Ahmed Néjib Chebbi aborde les grands défis qui se posent à la Tunisie. Tour à tour, il traite des salaires, de la Caisse de compensation et des entreprises publiques. Aussi, dans une approche prospective, il s'intéresse à l'éducation, la formation et la recherche scientifique, l'innovation industrielle et le développement régional. Le clou de son ouvrage ne pouvait qu'être consacré à la réforme politique, à la loi électorale, à l'architecture institutionnelle et son mode de fonctionnement.

Qu'on y adhère ou non, Ahmed Néjib Chebbi aura livré dans cet ouvrage à la fois un témoignage et une réflexion de première main qui méritent attention.



— Hommage à...

D^r Habib Toumi

Le médecin, le sportif et le dirigeant du Lions Club

D^r Habib Toumi, grande figure de Sfax et éminent gynécologue-obstétricien et chirurgien, s'est éteint vendredi 18 février 2022. Après avoir terminé brillamment ses études à la faculté de Médecine de Montpellier, il se presse de regagner son pays natal en 1956 en compagnie de sa jeune épouse, Liliane, elle aussi fraîchement diplômée de ladite faculté. A l'orée de l'indépendance, la Tunisie était à construire et manquait de tout. Le pays a commencé à se construire grâce à une élite nouvelle, parmi laquelle figurent D^r Toumi et quelques-uns de ses compatriotes formés dans la France métropolitaine, à l'instar des regrettés Drs Mustapha Fourati, Hassouna Marrakchi, Mohamed Guetat, Mustapha Krichène, Tahar Fakhfakh et tant d'autres.

C'est à l'hôpital de Sfax que le long parcours du Dr Toumi a commencé, où il a été attentivement supervisé par D^r Mohamed Guetat. C'est là où il avait exercé son métier et apporté sa pierre à l'édifice.

Il passait de longues journées à diagnostiquer, traiter, opérer, soulager, soigner et sauver des vies de nombreux patients avec un immense engagement et un grand dévouement dans des conditions pas toujours faciles à vivre au quotidien, et encore moins confortables, surtout avec les situations d'urgence fréquentes, le flux journalier ininterrompu des patients et les ressources qui manquent.

C'est avec ce même engagement et la même énergie qu'il a pris part au contingent tunisien envoyé au Congo après le départ des troupes belges en juin 1960, et ce, dans la cadre de la mission médicale et militaire onusienne décrétée par le Conseil de sécurité visant à assurer la sécurité et rétablir la paix dans ce pays qui avait sombré dans un climat de terreur et une violence meurtrière ayant dégénéré en guerre civile.



• Par Maher Sellami





De retour en Tunisie, Dr Toumi a souhaité vivre une nouvelle expérience de la médecine en libre pratique. C'est avec son épouse qu'ils ont procédé à l'ouverture d'une clinique médicale consacrée à la pratique de la médecine, la chirurgie générale et la gynécologie. Face à la rareté des ressources humaines en santé, telles qu'infirmiers, aides-soignants et sages-femmes, les Toumi ont également dispensé une formation sur le tas au profit des personnes travaillant à la clinique. Avec la création de l'Ecole de santé de Sfax, les Toumi ont été chargés de l'enseignement, de la formation et l'encadrement des futurs infirmiers et cadres de la santé afin de répondre aux besoins des hôpitaux dans tout le sud tunisien. D'excellentes générations ont été ainsi formées et possédaient les qualifications requises pour exercer leur profession de prodiguer les soins et l'assistance nécessaires aux malades.

D'autres actions majeures sont à porter à son actif, à savoir sa contribution énergique aux campagnes de vaccination et à la mise en œuvre,

dès 1966, du programme de planning familial.

Le tennisman

Sportif, passionné de tennis, Dr Habib Toumi était membre actif et joueur assidu du Tennis Club de Sfax, créé en 1924, alors présidé par le pharmacien Hassen Camoun. Lorsque Si Hassen se décida à repartir pour la France ouvrir son officine à Paris, en 1970, c'est le Dr Toumi qui sera élu pour lui succéder. Son mandat se poursuivra quinze ans durant jusqu'en 1985. Il sera marqué par l'ouverture du club à de nouveaux adhérents tunisiens, notamment des jeunes, la promotion de cette discipline sportive, et la préparation de nouveaux champions.

Un illustre Lions

Très actif au sein de la société civile et engagé dans l'action sociale, Dr Habib Toumi rejoindra le Lions Club International qui venait de s'implanter en Tunisie en 1968 et de créer un club à Sfax. Il en deviendra président. Et c'est avec des gestes de cœur et

beaucoup d'amour qu'il a contribué en son sein à mettre en œuvre de nombreuses œuvres sociales, notamment dans les domaines de l'environnement, de la santé et de l'enseignement et au profit des handicapés et nécessiteux. Son bénévolat, son travail acharné, sa persévérance et son engagement au sein du Lions Club Tunisie District 414 ont été couronnés par son élection en tant que Gouverneur pour les années 2002 et 2003 durant lesquelles il a œuvré très efficacement à la réalisation de nombreux actions et projets sociaux et humanitaires. C'est ce qui lui vaudra l'obtention de la distinction Melvin Jones, qui est la plus prestigieuse et la plus honorifique des récompenses décernées par le Lions Club International.

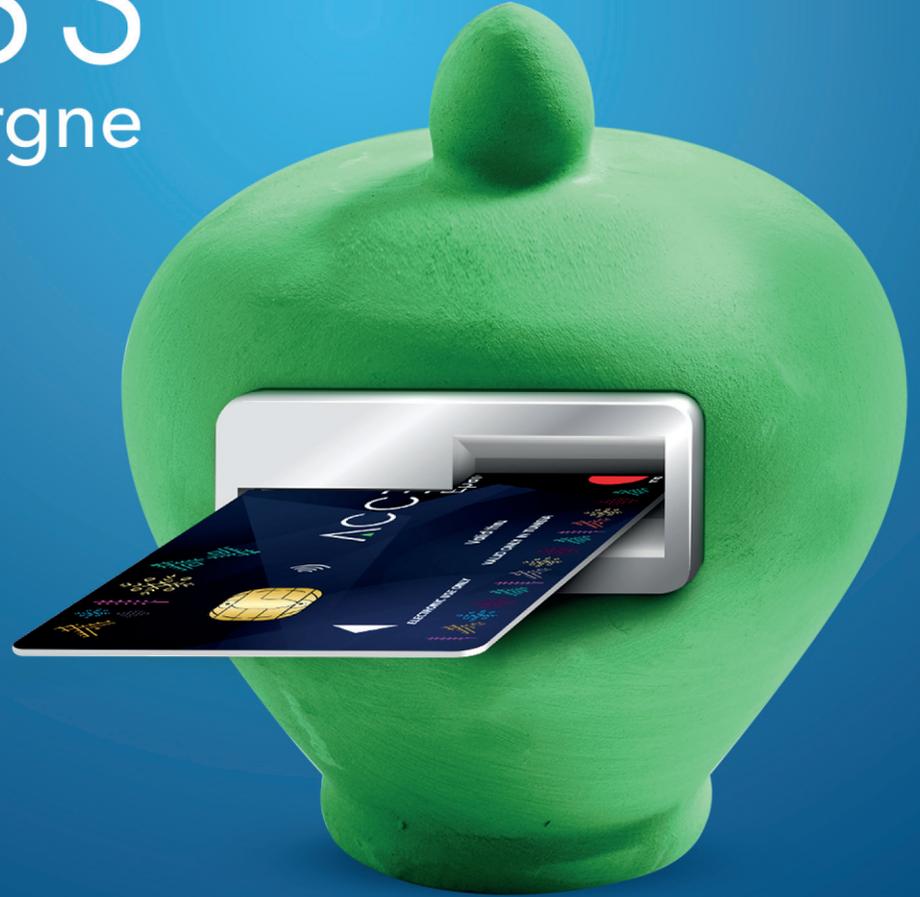
Médecin, dirigeant sportif et de l'action sociale, Dr Habib Toumi a toujours été un cœur généreux, un esprit inventif, et un large sourire, réconfortant, encourageant, inspirant. Il nous lègue une référence utile et laisse une empreinte indélébile. ■

M.S.

ACCESS

Épargne

الكارطة في بلاصة الشقاقة



**BNA
BANK**

www.bna.tn

بمحبّتكم نقدّمو

Votre Pack Epargne ACCESS, Une épargne sûre, rentable et disponible.

- △ Un compte d'épargne ACCESS : rémunéré trimestriellement au Taux de Rémunération de l'Épargne (TRE), pour effectuer librement vos transactions bancaires ;
- △ Une carte bancaire ACCESS : afin de retirer votre argent à tout moment auprès de tous les GABs BNA ;
- △ Un abonnement au service BNA eBanking : pour consulter votre compte et effectuer toutes vos transactions en ligne ;
- △ Une application mobile BNA mBanking : pour gérer votre compte via votre téléphone portable ;
- △ Un service BNAsms : pour recevoir des notifications sur toutes les transactions effectuées sur votre compte d'épargne ACCESS.

NOUVEAU
commandez directement en ligne sur
www.leadersbooks.com
Livraison gratuite

VIENT DE PARAÎTRE

Raouf Menjour



Mémoire de basketteur

Cent ans de basket en Tunisie

Volume : 164 pages • Format : 23 x 27,5 cm

Bon de commande

Moins de 10 exemplaires x 80 DT Total []

10 exemplaires et plus x 60 DT Total []

Nom et prénom ou Raison sociale :

Adresse de livraison :

Code postal [][][][]

Tel [][][][][][][][][]

Je joins mon règlement au nom de PR Factory

- Chèque bancaire
 Virement

CBB : TN59 08 008 000671001274071

Date et signature

Rue Abdelwaheb Jilani, Ennour Building,
Cité des Sciences, 1082 Tunis - Mahrajène
Tel +216 71 232 111 / Fax : +216 71 750 333
www.leaders.com.tn

www.leadersbooks.com.tn



— Hommage à...

Ali Debaya

Une grande figure de la banque, des finances et de l'économie nous quitte

Il débarqua à la Banque centrale de Tunisie, bouillonnant d'énergie et d'idées. Il n'a pas tardé à marquer de son génie la direction des études et de la recherche économique. Il se distingua par son dynamisme et son amour pour aller toujours de l'avant.

A

Une époque où les réserves en devises se faisaient rares, le gouverneur, feu Si Moncef Belkhodja (que Dieu ait son âme) l'a très tôt remarqué pour en faire son appui pour la conduite de la politique commerciale et de change, de concert avec le ministre de l'Économie, feu Salah Mbarka (que Dieu l'accueille dans Son infinie miséricorde). De là, une autre carrière l'attendait au sein du ministère de l'Économie en tant que chef de cabinet, puis celui de l'Agriculture, en tant que chef de cabinet également, avant d'être nommé P.D.G. de l'Office des céréales.

De retour à la Banque, Ali Debaya sera tour à tour nommé P.D.G. de la BNA, de la STB et de la Bdet. «Né et pétri » dans une famille dont le patriotisme est donné en exemple, il se voue à la mission de relever tous les défis qui feront de notre pays un modèle de développement économique. Avec ses pairs, Ali Debaya tissait des relations de respect et d'intelligence. Toujours enclin à répondre à tous les appels, éminent conciliateur, il maintenait une qualité de réflexion de très haut niveau. Son rayonnement déborda au-delà des frontières de la Tunisie pour conquérir nombre de pays de l'Afrique subsaharienne où il marqua de son empreinte leurs systèmes bancaires. Un homme qui va profondément nous manquer. Son souvenir demeurera gravé dans la mémoire de ceux qui l'ont côtoyé.
Allah Yerhamou..■



• Par Abdelmajid Fredj

A.F.

FM

Jawhara

الدنيا و ما فيها



خليفة بن سالم

سامح مفتاح

ناجي الزعيري

مساج النهار



FOLLOW US



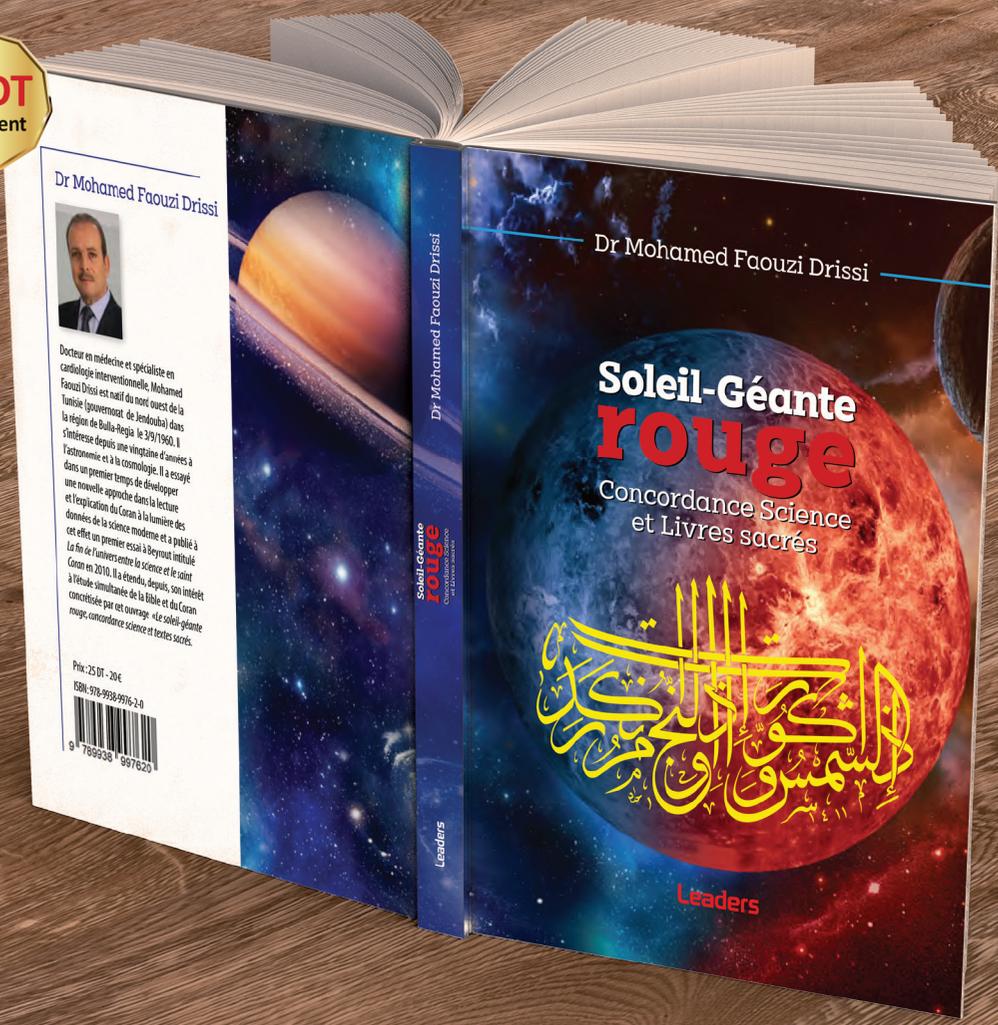
Dr Mohamed Faouzi Drissi

Soleil-Géante rouge

Concordance Science et Livres sacrés

NOUVEAU
commandez directement en ligne sur
www.leadersbooks.com
livraison gratuite

28 DT
seulement



Volume : 220 pages • Format : 15 x 21 cm

Bon de commande

Moins de 10 exemplaires x 28 DT Total

10 exemplaires et plus x 23 DT Total

Nom et prénom ou Raison sociale :

Adresse de livraison :

Code postal

Tel

Je joins mon règlement au nom de PR Factory

- Chèque bancaire
 Virement

CBB : TN59 08 008 000671001274071

Date et signature

Rue Abdelwaheb Jilani, Ennour Building,
Cité des Sciences, 1082 Tunis - Mahrajène
Tel +216 71 232 111 / Fax : +216 71 750 333
www.leaders.com.tn

Dix
exemplaires
et plus
23 DT
(le livre)

Offre
spéciale



RadioMed

une vague de bonheur

Écoutez-nous sur :

**NABEUL
HAMMAMET**
100.0
FM

**CAP BON
GRAND TUNIS**
104.1
FM



FM

 @RadioMedTunisie



MOBILE

 RadioMedTN



WEB

 Radio Med



PODCASTS

*Téléchargez notre application maintenant
Sur Google Play !!*



 Cité El Wafa Nabeul Jadida 8000 Nabeul-Tunisie

 www.radiomedtunisie.com

 (+216) 72 32 85 00

 (+216) 72 32 85 60

 marketing@radiomedtunisie.com

Réflexions éparées sur la crise ukrainienne

O n ne peut rien faire avec une bombe atomique sauf s'asseoir dessus. Nous sommes en 1989, un chercheur en sciences politiques américain, Francis Fukuyama, vient de lancer un pavé dans la mare en annonçant «la fin de l'Histoire». A l'en croire, «l'humanité avait atteint un degré de maturité tel qu'elle pouvait se

passer des guerres pour résoudre ses problèmes». Et d'ajouter : «Certains conflits auront lieu à l'avenir dans le tiers monde, mais c'en est fini des guerres mondiales». Pour lui, «la démocratie libérale a vaincu et l'avenir ne sera pas fait de grands combats. Il sera plutôt consacré à la résolution des problèmes techniques et économiques concrets. Les ex-rivaux de la guerre froide sont devenus des partenaires et des interlocuteurs soucieux de favoriser et de préserver l'ordre établi. La démocratie libérale vaincra». Moralité : la bombe atomique a tué la guerre. Le père de la bombe A française, le général Gallois, confirmera sur le ton de la boutade : «On ne peut rien faire avec une bombe atomique sauf s'asseoir dessus».



• Par Hédi Béhi

A l'encontre de tout bon sens, Vladimir Poutine ne l'entend pas de cette oreille en ordonnant son ministre de la Défense et le chef d'état-major. Pire encore, il banalise l'usage de cette arme. On ne brandit pas une arme de destruction massive comme on agite un couteau de cuisine pour menacer ses voisins sous le prétexte fallacieux de combattre «la nazification» du régime ukrainien.

La Russie sans l'Ukraine n'est rien. Elle était la plus importante des quinze républiques satellites réunies de l'ex-Urss, de par ses dimensions, son poids économique, son armée et sa démographie. Elle pouvait même être le troisième pays européen. Dès

1922, Lénine affirmait que l'Ukraine était la tête de la Russie. Ce qui explique l'insistance de Poutine de ramener l'Ukraine dans le giron de la Russie.

La fin de l'Histoire, dites-vous ? En prédisant la fin de l'Histoire, Fukuyama est allé trop vite en besogne. Depuis la décision du président de la Russie de placer les forces de dissuasion de l'armée russe en régime spécial d'alerte au combat, le spectre de la bombe atomique a refait surface comme lors de la crise des missiles en 1962, en pleine guerre froide. Un différend entre les deux puissances nucléaires avait éclaté lorsque les Etats-Unis se sont aperçus que l'Urss avait installé des missiles nucléaires pointés en direction du territoire américain depuis Cuba. Le président américain Kennedy exigea alors le démantèlement de ces missiles, faute de quoi il réagira en conséquence. Pendant plusieurs jours, le monde retiendra son souffle. On avait cru à l'apocalypse.

Heureusement, il y avait deux authentiques hommes d'Etat, Kennedy et Krouchtchev, qui savaient jusqu'où il ne fallait pas aller trop loin. Bien plus, ils avaient balisé la voie pour leurs successeurs : «la détente, l'entente et la coopération» mettant fin à la guerre froide. Pendant quelques années, le monde a connu une période sans guerre. On a eu même droit à un babyboom comme pendant la période de l'entre-guerre. Il n'y aura plus qu'une superpuissance après l'implosion de l'Union Soviétique et la Chine convertie au capitalisme sauvage. Fukuyama lancera sa prédiction célèbre, «la fin de l'Histoire». Un certain Vladimir Poutine eut l'idée «lumineuse» de s'en prendre à un Etat de la Fédération de Russie. Mal lui en a pris : on ne raye pas un pays du jour au lendemain en 2022. Pourquoi faut-il qu'à chaque fois, il se trouve quelques exaltés pour tuer l'espoir d'un monde fraternel ?

H.B.